
LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 5

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

NUMERO 2



*La politique
étrangère dans
la campagne
présidentielle
de l'an 2000*

Septembre 2000

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

La politique étrangère dans la campagne présidentielle de l'an 2000

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

VOLUME 5 • NUMERO 2 • SEPTEMBRE 2000

Aux Etats-Unis, on a l'habitude de voir les campagnes électorales donner lieu à des échanges vigoureux, voire échauffés, entre les candidats qui tentent de se démarquer les uns des autres sur tout un éventail de questions, dont le dossier de la politique étrangère. Le système de défense nationale antimissile est l'un de ces sujets brûlants sur lequel le candidat républicain, M. George W. Bush, et son rival démocrate, M. Albert Gore, croisent régulièrement le fer pendant la campagne présidentielle de l'an 2000.

« Dans un premier temps, le gouvernement Clinton a nié que l'on avait besoin d'un système de défense nationale antimissile. Ensuite, il a tergiversé. Maintenant, la démarche qu'il propose est boiteuse – elle repose sur la création d'un dispositif qui serait déployé initialement dans un seul site, alors que les experts disent que c'est insuffisant. Loin de défendre seulement notre pays, un système de défense antimissile se doit de protéger nos alliés, que je consulterai dans le cadre de l'élaboration de nos plans. Toute modification du traité ABM doit autoriser les techniques et les essais indispensables au déploiement d'une défense adéquate contre les missiles. »

– Propos tenus par le gouverneur George W. Bush sur le thème d'une « Nouvelle prise en main de la sécurité nationale », Washington, le 23 mai 2000.



« Le gouverneur Bush a saisi l'occasion de son bref entretien [en avril 2000] avec le ministre russe des affaires étrangères, M. Ivanov, pour l'avertir de son intention de construire et de déployer à l'échelle planétaire un système sorti tout droit de la guerre des étoiles, étant persuadé que ce système pourrait défendre les Etats-Unis et leurs alliés contre tous les missiles, d'où qu'ils soient lancés. Dans les années 1990, la plupart des analystes sérieux ont mis en évidence l'invéraisemblance de cette entreprise, la facture astronomique qu'il faudrait présenter à nos contribuables ainsi que les conséquences dangereuses et déstabilisatrices qu'il y aurait à s'engager dans cette voie, et ils ont rejeté cette perspective [...] Pour ma part, et nous sommes en négociation avec les Russes sur ce point, je penche pour l'introduction de modifications au traité ABM qui déboucheraient sur la mise en place d'une défense rationnelle et exécutable contre une attaque nucléaire lancée par un Etat hors-la-loi. »

– Propos tenus par le vice-président Albert Gore à l'Institut international de la presse, à Boston (Massachusetts), le 30 avril 2000.



Le présent numéro de la revue électronique se propose d'examiner le lien entre la politique étrangère et les campagnes présidentielles aux Etats-Unis. Elle place dans son contexte historique le poids de la politique étrangère dans les élections passées et analyse le rôle qu'elle joue dans la campagne actuelle. Dans la section « Dossier », un expert décrit le nouvel esprit partisan qui donne le ton à la politique étrangère des Etats-Unis. Dans des entretiens séparés, deux conseillers en matière de politique étrangère, l'un auprès du candidat démocrate à la présidence, M. Albert Gore, et l'autre auprès de son rival républicain, M. George W. Bush, évoquent les principaux domaines d'intérêt de leurs partis respectifs. D'autres articles expliquent comment les médias traitent des questions de politique étrangère pendant la campagne électorale, en quoi les plates-formes annoncées lors des conventions d'investiture permettent de définir la position des partis politiques en matière de politique étrangère et à jusqu'à quel point les récents sondages d'opinion reflètent les préoccupations des électeurs. Enfin, ce numéro présente la position de principe du candidat du parti démocrate, du parti républicain, du parti de la Réforme et du parti Vert en matière de politique étrangère.

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

*Revue électronique du département
d'Etat des Etats-Unis*

LA POLITIQUE ETRANGERE DANS LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE DE L'AN 2000

SOMMAIRE

● DOSSIER

LE NOUVEL ESPRIT PARTISAN : SON IMPACT SUR LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS 5

James Lindsay

Attaché supérieur de recherche à la Brookings Institution

LA POSITION DES PARTIS

LE POINT DE VUE REPUBLICAIN : GERER LES RELATIONS AVEC LA RUSSIE,
LA CHINE ET L'INDE 9

Entretien avec Richard Armitage

Conseiller principal de M. George W. Bush pour la politique étrangère et la défense

LE POINT DE VUE DEMOCRATE : LES PRINCIPAUX DEFIS A RELEVER EN
POLITIQUE ETRANGERE 9

Entretien avec Marc Ginsberg

Conseiller principal du vice-président Al Gore pour la politique étrangère

● ANALYSE

LA POLITIQUE ETRANGERE ET LA CAMPAGNE DE L'AN 2000 :
DU KOSOVO A CUBA, VIA UNE INTERROGATION-SURPRISE 18

Andrew Bennett

Professeur d'administration publique, université de Georgetown

● LA CAMPAGNE ELECTORALE : MEDIAS, SONDAGES, PLATES-FORMES

LA COUVERTURE MEDIATIQUE DES QUESTIONS DE POLITIQUE ETRANGERE DANS
LA CAMPAGNE 2000 25

Wesley Pippert

Directeur du programme de l'Ecole de journalisme de l'université du Missouri consacré à Washington

CE QUE DISENT LES SONDAGES : LES QUESTIONS QUI INTERESSENT LES AMERICAINS 29

Alvin Richman, chercheur principal

Bureau de la recherche, département d'Etat des Etats-Unis

PLATES-FORMES POLITIQUES : COMMENT LES PARTIS DÉFINISSENT LEUR
ORIENTATION POLITIQUE 31

Ralph Dannheisser, rédacteur

● LES VUES DES CANDIDATS SUR LA POLITIQUE ETRANGERE

LA CHINE ET LA RUSSIE, DEUX PUISSANCES EN TRANSITION 36

George W. Bush, candidat républicain à la présidence

LA SECURITE A L'ERE DE LA MONDIALISATION 41

Al Gore, candidat démocrate à la présidence

LES CANDIDATS DES TIERS PARTIS 46

Ralph Nader et Patrick Buchanan

● SOURCES D'INFORMATION

ARTICLES RECENTS (EN ANGAIS) 48

BIBLIOGRAPHIE (EN ANGLAIS) 49

PRINCIPAUX SITES INTERNET (EN ANGLAIS) 50

LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

VOLUME 5 • NUMERO 2 • SEPTEMBRE 2000

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts — « Perspectives économiques », « Dossiers mondiaux », « Démocratie et droits de l'homme », « Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis » et « La Société américaine » — ces revues présentent des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné. Toutes les revues sont publiées en anglais, en français et en portugais; certaines d'entre elles sont également traduites en arabe, en russe et en espagnol.

Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites Internet indiqués en hyperlien; seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur.

Les numéros les plus récents, ainsi que les archives, sont disponibles sur Internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante: <http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#fr>

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays, à l'attention de la section Diplomatie publique, ou bien à la rédaction:

*Editor, U.S. Foreign Policy Agenda
Political Security — IIP/TIPS
U.S. Department of State
301 4th Street, SW
Washington, DC 20547
Etats-Unis d'Amérique*

*Adresse courrier électronique: ejeforpol@pd.state.gov
Veuillez noter qu'il est possible de consulter le présent numéro des Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis sur Internet à l'adresse suivante:
<http://usinfo.state.gov/journals/itps/0900/ijpf/ijpf0900.htm>*

Directrice de la publication . . . Judith Siegel
Redacteur en chef James Hutcheson
Redactrice en chef adjointe . . . Margaret McKay
Version Internet Wayne Hall
Redacteurs Ralph Dannheisser
. Susan Ellis
. Jody Rose Platt
. Jacqui Porth
. Terence Scott
Documentation Sam Anderson
. Rebecca Ford Mitchell
. Vivian Stahl
Conception graphique Barbara Long
Assistante graphique Sylvia Scott
Assistante administrative Yvonne Shanks
Traduction Service linguistique
. IIP/G/AF
Maquette de la version
française ARS, Paris
Conseil de rédaction Howard Cincotta
. Judith S. Siegel
. Leonardo Williams

LE NOUVEL ESPRIT PARTISAN : SON IMPACT SUR LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

James Lindsay

Attaché supérieur de recherche à la Brookings Institution



« Le nouvel esprit partisan qui entoure les grands dossiers internationaux reflète l'existence dans la société américaine de courants profonds qui donneront le ton de la politique étrangère des Etats-Unis pendant des années à venir », affirme M. James Lindsay, attaché supérieur de recherche à la Brookings Institution et ancien directeur chargé des questions mondiales et des affaires multilatérales au Conseil national de sécurité. La montée de ce nouveau sectarisme politique, ajoute-t-il, « a créé un paradoxe : les Etats-Unis possèdent un pouvoir inégalé sur la scène mondiale, mais les présidents ont de plus en plus de mal à faire accepter leur conception de la politique étrangère ».

Les Américains chérissent l'idée que les manœuvres politiciennes n'ont pas leur place dès lors qu'on quitte les frontières des Etats-Unis. Mais dans la pratique, l'entente entre les partis se fait rare dans le domaine de la politique étrangère. Démocrates et républicains chicanent régulièrement à propos de l'attitude que les Etats-Unis devraient adopter vis-à-vis de l'étranger, et les parlementaires des deux partis paraissent de moins en moins enclins à s'en remettre à l'avis de l'hôte de la Maison-Blanche, de quelque bord qu'il soit. Loin d'avoir ouvert la voie à une nouvelle ère d'harmonie, la fin de la guerre froide semble alimenter la zizanie.

Cette rancœur partisane engendre la nostalgie chez plus d'un, le regret mélancolique de ce que le président Clinton a qualifié de « noble tradition qui remonte à Harry Truman et à Arthur Vandenberg, une tradition [...] qui répudie l'esprit partisan et rassemble républicains et démocrates pour le bien du peuple américain et du reste du monde ». Mais quiconque s'attend que le prochain président sera capable de renouer avec l'entente bipartite verra ses espérances déçues. Le nouvel esprit partisan qui entoure les grands dossiers internationaux reflète l'existence dans la société américaine de courants profonds qui donneront le ton de la politique étrangère des Etats-Unis pendant des années à venir.

DE L'ESPRIT PARTISAN À L'ENTENTE ENTRE LES PARTIS

Lorsqu'il s'agit de la politique étrangère des Etats-Unis, l'entente entre les partis ne va pas de soi. La raison en

est bien simple : les Américains ne sont pas d'accord sur ce qui constitue leurs intérêts à l'étranger et sur la meilleure façon de les promouvoir. La plupart du temps, les divergences d'opinion correspondent aux clivages politiques habituels.

Il n'est qu'à considérer l'un des débats de politique étrangère parmi les plus houleux du XX^e siècle, à savoir le rejet du Traité de Versailles par le Sénat. Durant la majeure partie de la Première Guerre mondiale, démocrates et républicains mirent de côté leurs divergences pour former un front politique uni (scénario classique dans pratiquement toutes les guerres auxquelles les Etats-Unis ont été partie). Mais un mois seulement avant la fin de la guerre et à la veille des élections parlementaires de mi-parcours, en 1918, le président Woodrow Wilson jeta un pavé dans la mare quand il se mit à exhorter ses compatriotes à réélire une législature démocrate. Voter pour les républicains, affirmait-il, c'était lui compliquer la tâche de négocier une paix juste et durable.

Les électeurs firent fi de ses conseils et les démocrates se retrouvèrent minoritaires au Congrès. Comme on pouvait s'y attendre, les parlementaires républicains qui arrivèrent en grand nombre à Washington n'étaient pas enclins à se rallier au président. Ils avaient des comptes à régler, et le Traité de Versailles était une cible parfaite. Alors que la quasi-totalité des sénateurs démocrates se prononcèrent en faveur du Traité, leurs collègues républicains se firent une joie d'enterrer l'accord cher au président.

L'âpreté du débat engagé sur la question du Traité de Versailles et le soupçon que le rejet du Traité ait ouvert la voie à la Deuxième Guerre mondiale favorisèrent la coopération entre les partis après cette seconde conflagration mondiale. En effet, dans les premières années de l'après-guerre, les démocrates, sous la houlette du président Truman, et les républicains, sous l'égide du sénateur Vandenberg, l'ex-isolationniste converti à l'internationalisme et président de la commission sénatoriale des relations extérieures, œuvrèrent dans un esprit de coopération en vue d'adopter des textes de loi d'importance historique, relatifs, notamment, à la Charte de l'Organisation des Nations unies, au plan Marshall et au Traité de l'Atlantique-Nord. Cette tradition d'entente entre les partis créée par Harry Truman et Arthur Vandenberg fut consolidée dans les années 1950 sous la présidence de Dwight Eisenhower. Au début des années 1960, la libéralisation des échanges, l'ouverture d'une généreuse ligne de crédit à l'enveloppe de la défense et, par-dessus tout, le principe d'une intervention militaire au Viêt Nam faisaient pratiquement l'unanimité parmi les démocrates et les républicains.

Pour autant, il ne faudrait pas en conclure que les clivages politiques traditionnels avaient fondu comme neige au soleil pendant les vingt premières années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. Démocrates et républicains se cherchaient encore querelle ici ou là, en particulier quand il s'agissait de la politique des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine. Mais dans l'ensemble, leurs divergences d'opinions étaient bien modestes par rapport au niveau de coopération bipartite qui existait et dont on peut dire, avec le recul, qu'il était remarquable. De nos jours, pas un président de la Chambre des représentants ne répondrait à un président du parti opposé qui solliciterait du Congrès l'autorisation de recourir à la force militaire : « Si le président avait fait ce qui est proposé ici sans avoir consulté le Congrès, ce n'est pas moi qui aurais trouvé à y redire. » C'est pourtant ce qu'avait déclaré mot pour mot Sam Rayburn (député démocrate du Texas) quand le président Eisenhower avait demandé au congrès, en 1955, l'autorisation de déployer des soldats américains pour protéger Taïwan contre une attaque.

L'ESPRIT DE COOPÉRATION S'EFFONDRE

La guerre du Viêt Nam ouvrit une brèche dans la tradition de l'entente bipartite. Elle divisa et le pays, et les deux partis. Naguère le bastion de l'isolationnisme, le parti républicain se fit l'apôtre d'un internationalisme musclé. Ses adeptes arguèrent que l'Union soviétique était en train de devancer les Etats-Unis, qu'il fallait augmenter le budget de la défense et que la libéralisation des échanges s'imposait plus que jamais.

Pour leur part, les démocrates évoluèrent dans la direction opposée. Le parti qui s'était naguère rallié à la promesse faite par le président John Kennedy « de payer le prix qu'il faut, de souffrir tous les maux et de surmonter toutes les difficultés » pour assurer la survie de la liberté commença à se défier de tout imbroglio à l'étranger. Les démocrates avancèrent l'argument selon lequel les conflits dans le tiers monde n'avaient strictement rien à avoir avec Moscou, ils épousèrent le principe de la détente vis-à-vis de l'Union soviétique et ils firent marche arrière sur le sujet de la libéralisation des échanges.

Mais même si les questions de politique étrangère devinrent de plus en plus souvent un brandon de discorde dans les années 1970 et 1980, la tradition de l'entente bipartite parvint cahin-caha à se maintenir. Certes, la guerre du Viêt Nam eut pour effet de dissuader le congrès d'opiner systématiquement du bonnet face aux requêtes du président, mais jusque dans les années 1980, les parlementaires continuèrent (à l'occasion) de déférer à son jugement. L'hésitation des démocrates modérés à infliger une défaite à M. Ronald Reagan sur le terrain de la politique étrangère fut en fait un atout de poids pour le président républicain à chaque fois qu'il devait se battre pour diverses causes, dont la maîtrise des armements et l'aide aux « contras ». Leur prudence tenait en partie à un calcul politique – ils craignaient d'être accusés de politique politicienne quand la sécurité nationale était en jeu – mais aussi à leur conviction que les intérêts à long terme des Etats-Unis à l'étranger seraient compromis si le président était gourmandé en public.

Or ces craintes s'estompèrent dans une grande mesure avec la fin de la guerre froide, et l'entente bipartite, déjà fort malmenée dans les années 1980, céda la place à un nouvel esprit partisan. Le changement de ton que

l'on discerne aux Etats-Unis en matière de politique étrangère est particulièrement frappant à travers l'inimitié des parlementaires républicains à l'égard du président Clinton. M. James Inhofe (sénateur républicain de l'Oklahoma) exprimait le sentiment de beaucoup de ses collègues républicains lorsqu'il déclara que le président Clinton était « indubitablement le pire commandant en chef des armées dans les annales des Etats-Unis ». En outre, les républicains laissent rarement passer l'occasion de tirer à boulets rouges contre leur bête noire. A l'époque du conflit du Kosovo, les parlementaires de ce parti ne ménagèrent nullement leurs critiques du président Clinton. La Chambre des représentants alla jusqu'à refuser de soutenir la décision qu'il avait prise de bombarder. Déterminé à ne pas en être de reste et dans un geste qui n'était pas sans évoquer l'affaire du Traité de Versailles, le Sénat refusa de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, alors même que le président Clinton et soixante-deux sénateurs avaient demandé que le vote fût différé pour éviter de ternir la réputation des Etats-Unis à l'étranger. Ces comportements tranchaient assurément avec ceux d'autrefois. Lorsqu'il tenta d'imposer sa volonté au président sur certains dossiers de politique étrangère, tels la guerre du Viêt Nam et le missile MX, le congrès jouissait du soutien de l'opinion publique. Mais sur la question du Kosovo et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les républicains tinrent tête à M. Clinton alors que la plupart des Américains s'étaient ralliés à leur président.

Honnêteté intellectuelle oblige, il faut reconnaître que les parlementaires et les républicains ne sont pas les seuls à succomber à la tentation d'exploiter la politique étrangère à leur avantage. C'est apparemment le désir de marquer des points en politique intérieure qui a guidé un grand nombre des décisions prises par le président Clinton en matière de politique étrangère, notamment au sujet de l'élargissement de l'OTAN et de son plaidoyer pour un système de défense nationale antimissile. M. Joseph Biden (sénateur démocrate du Delaware) était simplement plus honnête que bien d'autres lorsqu'il admit que les démocrates voyaient dans le refus des républicains de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires une aubaine dont ils ne manqueraient pas de tirer parti au moment des élections : « (Le sénateur républicain) Bill Roth dit qu'il votera contre le Traité. Tant mieux ! Sa

déclaration vaut bien 200 000 dollars de spots publicitaires » contre sa réélection.

Comment donc s'explique ce nouvel esprit partisan ? On est tenté d'en rejeter entièrement le blâme sur la personnalité de M. Clinton, qu'on aime ou qu'on déteste sans qu'il y ait vraiment de juste milieu, mais à la vérité plusieurs causes profondes sont en jeu. L'une, c'est que les Etats-Unis n'ont plus d'épée de Damoclès suspendue au-dessus d'eux. L'effondrement de l'Union soviétique a laissé davantage de place aux désaccords légitimes sur les fins et les moyens de la politique étrangère des Etats-Unis. Et comme les démocrates et les républicains représentent chacun des groupes aux intérêts différents, il n'est guère surprenant qu'ils voient le monde sous un jour différent.

Une deuxième cause tient au vieillissement des premiers concernés. Les éléments de la vieille école bipartite restèrent en place jusque dans les années 1980 parce que beaucoup de parlementaires étaient le produit de cette tradition. Mais dans les années 1990, ces législateurs se sont peu à peu retirés de la vie politique. De nos jours, 45 pour cent des sénateurs et 61 pour cent des députés sont entrés en fonctions après 1992. (Ces pourcentages seront encore plus élevés après les élections de novembre.) Ces nouveaux membres n'ont jamais rien connu que le climat diviseur du nouvel esprit partisan. On aurait tort de croire qu'il sera facile de déterrer les anciennes normes selon lesquelles les membres du Congrès doivent déférer à l'autorité du président et se garder de faire de la cuisine politicienne quand les affaires étrangères sont en jeu.

La troisième cause du nouvel esprit partisan, et paradoxalement la plus importante, c'est que la politique étrangère a perdu de son importance « politique ». Plutôt vif pendant la guerre froide, l'intérêt que portent les Américains aux affaires étrangères est tombé en flèche pendant les années 1990. Devant le pouvoir sans précédent des Etats-Unis, les électeurs ont conclu qu'ils n'avaient pour ainsi dire rien à perdre ni à gagner à l'étranger. Maintenant que la politique intérieure accapare les esprits, la réticence à exploiter la politique étrangère pour marquer des points auprès de l'opinion publique s'est estompée. Les politiques se rendent compte qu'ils peuvent galvaniser leurs partisans en faisant passer leurs opposants pour des démons et en exagérant les différences entre eux sans pour autant se

mettre à dos les électeurs modérés, qui forment le gros de la masse. Bref, pour paraphraser le grand stratège militaire allemand Karl von Clausewitz, la politique étrangère est devenue le prolongement de la politique intérieure par d'autres moyens. Comme les experts le savent depuis longtemps, plus l'enjeu est faible, plus la politique est mesquine.

LE PARADOXE DE L'INTERNATIONALISME DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE

La montée du nouvel esprit partisan a créé un paradoxe : les Etats-Unis possèdent un pouvoir inégalé sur la scène mondiale, mais les présidents ont de plus en plus de mal à faire accepter leur conception de la politique étrangère. Révolue, l'époque où ils pouvaient supposer que le Congrès et le public leur emboîteraient le pas. M. Clinton n'a obtenu gain de cause sur la question de l'élargissement de l'OTAN, de la fin de la guerre en Bosnie et de la ratification de la Convention relative aux armes chimiques qu'après avoir mis dans la balance tout le poids et le prestige de la Maison-Blanche pour forger un soutien bipartite au congrès. Et encore la marge de sa victoire fut-elle mince. Sur d'autres dossiers, telle la politique à l'égard de la Chine, la politique commerciale ou le réchauffement de la planète, M. Clinton a vu ses initiatives sacrifiées sur l'autel de la politique partisane au Congrès.

Le prochain gouvernement pourra-t-il restaurer l'ancien esprit de concorde entre les partis ? Probablement pas. La tradition qui remonte à Harry Truman et à Arthur Vandenberg reposait sur l'existence d'un consensus au sujet du rôle de l'Amérique dans le monde ; le Viêt Nam a ébranlé ce consensus, et la fin de la guerre froide lui a porté le coup de grâce. Si la sécurité des Etats-Unis se trouvait de nouveau menacée, les Américains se verraient peut-être contraints de se mettre d'accord sur les fins et les moyens de la politique étrangère au XXI^e siècle, mais pas un adversaire équivalent à l'Union soviétique ne se pointe à l'horizon.

De même, l'ouverture d'un débat national pourrait déboucher sur l'avènement d'un nouveau climat en matière de politique étrangère ; dans l'idéal, c'est notamment à cela que peuvent servir les élections. Mais dans la campagne présidentielle de l'an 2000, la

politique étrangère donne l'impression d'être la cinquième roue du carrosse. Le vice-président, M. Albert Gore, n'a brossé les grandes lignes de son programme sur ce terrain qu'en avril 2000, c'est-à-dire après les élections primaires, et il n'y a consacré que quatre paragraphes maigrelets dans le discours qu'il a prononcé en acceptant l'investiture du parti démocrate. Le gouverneur George W. Bush a reproché au gouvernement Clinton d'avoir laissé les forces armées perdre de leur disponibilité pour le combat et de s'être montré trop timoré sur le sujet de la défense antimissile. Mais hormis les attaques sur ces deux points, ses commentaires concernant la politique étrangère se sont limités à de belles paroles sans grande substance.

Si MM. Gore et Bush ont fait jouer un rôle mineur à la politique étrangère et qu'ils la jugent indigne de leurs joutes oratoires, c'est en partie parce qu'ils sont d'accord sur les grandes lignes de la place des Etats-Unis dans le monde. Ils ont tous deux l'âme internationaliste et ne ressentent pas d'affinités avec la frange néo-isolationniste de leur parti. Mais la raison la plus importante pour laquelle ni l'un ni l'autre n'ont fait de la politique étrangère le point central de leur campagne se confond avec celle qui explique le nouvel esprit partisan, à savoir l'apathie du public quand il est question des affaires extérieures. Les candidats à la présidence gravitent naturellement autour des questions qui intéressent les Américains au premier chef. De nos jours, c'est le coût des médicaments pour les personnes âgées, et non la politique des Etats-Unis envers la Russie, qui font battre les cœurs.

Dès lors, qu'il soit démocrate ou républicain, le président qui entrera en fonctions en janvier prochain doit s'attendre à affronter le même climat partisan que celui qu'a connu le gouvernement Clinton. Cela a du bon et du mauvais, tout dépend du point de vue dans lequel on se place : s'entendre sur une politique imprudente est pure folie, tout comme se battre pour une cause juste est salutaire. Ce qui est clair, c'est que les chicaneries politiciennes ne resteront pas confinées aux affaires intérieures uniquement parce que le président le demande. La politique étrangère des Etats-Unis ne renouera avec la tradition chère à Harry Truman et à Arthur Vandenberg que le jour où le public l'exigera. ©

LA POSITION DES PARTIS

Dans les deux entretiens ci-dessous, les conseillers principaux en matière de relations internationales du vice-président Al Gore et du gouverneur George W. Bush donnent les vues du parti démocrate et du parti républicain sur l'avenir de la politique étrangère des Etats-Unis. Chacun évoque ce qu'il considère comme la faiblesse du programme de politique étrangère du parti adverse.

LE POINT DE VUE REPUBLICAIN : GERER LES RELATIONS AVEC LA RUSSIE, LA CHINE ET L'INDE

*Entretien avec Richard Armitage
Conseiller principal de M. George W. Bush pour la
politique étrangère et de défense*

Les composantes essentielles de la politique étrangère des républicains concernent l'attitude à adopter face à la montée de deux grandes puissances, à savoir la Chine et l'Inde, et, au moins temporairement, face au déclin d'une autre grande puissance, en l'occurrence la Fédération de Russie, explique M. Richard Armitage, principal conseiller de M. George W. Bush pour la politique étrangère et la défense, lequel a occupé divers postes de haut niveau tant au département d'Etat et au ministère de la défense qu'au Congrès, où il a pu mettre à profit ses qualités de négociateur et de spécialiste de la résolution de problèmes. S'agissant du système de défense nationale antimissile, il précise que M. George W. Bush est déterminé à déployer un tel dispositif « le plus tôt possible ». « La plus grande différence entre nous et les démocrates, ajoute-t-il, c'est que nous le désirons véritablement. » Propos recueillis par Susan Ellis, de l'équipe de rédaction de la revue électronique.

QUESTION : A votre avis, la politique étrangère joue-t-elle un rôle important dans la campagne présidentielle actuelle?

M. ARMITAGE : A moins qu'un grave problème ne surgisse, je ne pense pas que la politique étrangère va tenir une place importante dans la campagne, et nous espérons certainement qu'aucun problème grave ne surgira.

(suite page 10)

LE POINT DE VUE DEMOCRATE : LES PRINCIPAUX DEFIS A RELEVER EN POLITIQUE ETRANGERE

*Entretien avec Marc Ginsberg
Conseiller principal du vice-président Al Gore pour
la politique étrangère*

Selon Marc Ginsberg, principal conseiller du vice-président Al Gore en matière de politique étrangère, et ancien ambassadeur des Etats-Unis au Maroc et coordinateur de la politique méditerranéenne des Etats-Unis pour le commerce, les investissements et la sécurité, le parti démocrate est prêt à relever les nouveaux défis de politique étrangère auxquels les Etats-Unis sont confrontés aujourd'hui, y compris la propagation du sida, le terrorisme nucléaire et le réchauffement de la planète. Selon lui, en ce qui concerne la défense nationale antimissile, le vice-président Gore estime que les Etats-Unis ont besoin d'une arme de dissuasion efficace pour se protéger contre les menaces des Etats hors-la-loi, mais il ne va pas se lancer sans réfléchir dans la construction d'un bouclier antimissiles « qui n'a pas fait ses preuves et n'a pas été testé ». Propos recueillis par notre rédacteur Ralph Dannheisser.

QUESTION : D'après vous, quel est le rôle de la politique étrangère dans la campagne présidentielle actuelle et, de façon plus générale, quel rôle a-t-elle joué dans les autres campagnes présidentielles?

M. GINSBERG : En général, la politique étrangère ne joue pas un grand rôle dans les campagnes présidentielles, sauf lorsqu'il y a des crises internationales qui affectent la population américaine,

(suite page 14)

(suite de la page 9)



Q : Y a-t-il des dossiers de politique étrangère qui pourraient influencer l'issue de l'élection présidentielle ?

M. ARMITAGE : Il peut toujours se passer quelque chose, d'ici au jour des élections, qui pourrait influencer l'issue du scrutin, et il y

a assurément un certain nombre de points qui font sourciller : le comportement du vice-président vis-à-vis de la commission Gore-Tchernomyrdine lorsque les coffres de la Russie étaient pratiquement à sec en est un ; l'attitude adoptée vis-à-vis de la Chine en est un autre. On peut vraiment s'interroger sur la fermeté adoptée à l'égard de la Chine sur le front de la politique étrangère et la collecte de fonds sur le plan intérieur.

Mais à vrai dire, je ne pense pas que ces questions accaparent l'esprit des électeurs pour le moment.

Q : Pensez-vous qu'il y ait des différences philosophiques fondamentales entre les républicains et les démocrates en matière de politique étrangère ?

M. ARMITAGE : Sans aucun doute. Prenez le commerce extérieur. Les républicains, à commencer certainement par M. George W. Bush, sont beaucoup plus tournés vers le libre-échange. Le gouverneur du Texas appuie résolument l'adhésion de la Chine à l'OMC et il voit dans la libéralisation des échanges le moyen de relever le niveau de tous les pays, à l'image du flux qui fait monter tous les bateaux. Le discours qu'il a prononcé récemment sur l'hémisphère occidental abondait en exemples sur l'élargissement de notre programme d'action en matière de commerce avec nos voisins du Sud.

J'ai déjà évoqué une différence fondamentale qui nous sépare sur le sujet de l'Asie, dans la mesure où la plupart des républicains considèrent que notre relation stratégique la plus importante est celle que nous avons avec le Japon, tandis que les démocrates ont apparemment les yeux tournés vers un pays communiste, en l'occurrence la Chine.

Un autre clivage important entre républicains et démocrates en matière de politique étrangère a trait au recours aux alliances. Nous croyons fermement qu'elles

jouent un rôle fondamental. M. Bush est intimement convaincu de la nécessité qu'il y a de les cultiver et de les préserver ; il ne fait aucun doute dans son esprit que, si l'on veut pouvoir compter sur ses alliés dans les moments difficiles, il faut les respecter en temps de paix et de stabilité. Autrement dit, il est important de maintenir systématiquement de bonnes relations avec ses amis et alliés.

Enfin, la différence majeure qui nous sépare, et que je résumerai en une seule phrase, c'est que M. Bush est très conscient de la nécessité qu'il y a de faire preuve d'excellence sur la scène internationale sans sombrer pour autant dans l'arrogance. Je ne pense pas que le gouvernement actuel puisse en dire autant.

Q : A votre avis, sur quel point de politique étrangère les deux candidats à la présidence se trouvent-ils le plus en désaccord ?

M. ARMITAGE : Je crois qu'il y a plusieurs différences sur le plan du degré de nos priorités. Par exemple, ce matin encore, M. Bush a consacré un grand discours à la politique étrangère, et plus précisément à l'hémisphère occidental, dans lequel il a affirmé son intention de prêter une attention accrue à des questions importantes qui touchent directement des pays près ou relativement près du nôtre.

Deuxièmement, comme je le disais il y a un instant, M. Bush a longuement insisté sur la nécessité de cultiver et d'affermir nos alliances.

Troisièmement, nous différons d'avec les démocrates sur le sujet de l'Asie et de nos intérêts dans la région. Dans l'ensemble, les républicains considèrent que nous avons essentiellement intérêt à entretenir une relation amicale et très étroite avec notre principal partenaire démocratique d'Asie, et c'est le Japon. Après tout, c'est leur relation avec ce pays qui permet aux Etats-Unis de satisfaire leurs besoins en matière de sécurité en Asie. Le fait que nous pouvons utiliser des bases japonaises nous donne les moyens d'avoir une présence militaire dans l'ensemble de l'Asie ainsi que de préserver la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est. C'est une relation qu'il faut cultiver et remettre sur rails. Voilà donc quelques-unes de nos divergences de vues.

Q : A l'heure actuelle, quels sont les dossiers de politique étrangère auxquels le parti républicain attache le plus d'importance ?

M. ARMITAGE : Dans l'ensemble, du point de vue des républicains, les principales composantes de la politique étrangère concernent l'attitude à adopter face à la montée de deux grandes puissances, à savoir la Chine et l'Inde, d'une part, et, d'autre part, du moins temporairement, face au déclin d'une autre grande puissance : je veux parler de la Fédération de Russie. Nous devons gérer ces trois événements simultanément en veillant à promouvoir la stabilité et la paix générales aussi bien – c'est à espérer en tout cas – que la prospérité pour toutes les parties concernées. Il s'agit-là d'une tâche très difficile.

Nous reconnaissons le droit et le désir qu'ont l'Inde et la Chine de se tailler une place sur la scène mondiale. On ne peut que se féliciter de l'arrivée sur la scène internationale d'un pays conciliant, stable et économiquement sain. Mais encore faut-il que cette évolution s'accomplisse avec un minimum de perturbation de la stabilité régionale. S'agissant de la Russie, nous comprenons le gouffre qui sépare ses aspirations nationales de sa capacité nationale. Nous devons faire preuve de respect pour la Russie tout en demeurant fermes sur la nécessité de la transparence politique, y compris en matière de liberté de la presse.

Q : Quel est le point de vue de M. Bush sur le système de défense nationale antimissile et en quoi diffère-t-il de celui des démocrates ?

M. ARMITAGE : En premier lieu, M. Bush a indiqué qu'il souhaitait déployer un tel système le plus tôt possible. La plus grande différence entre nous et les démocrates, c'est que nous le désirons véritablement. M. Bush veut un dispositif de défense antimissile pour protéger notre population. Nous avons l'impression que les démocrates font le minimum absolu pour tranquilliser le Congrès et l'opinion publique sans toutefois prendre de mesures vraiment concrètes en vue de la création d'un tel système.

Q : Vous avez évoqué la nécessité de cultiver nos alliances avec des pays étrangers. Que ferait un gouvernement républicain pour apaiser les craintes exprimées par des alliés des Etats-Unis quant au

déploiement d'un système de défense nationale antimissile et à la non-ratification par les Etats-Unis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ?

M. ARMITAGE : Il s'agit-là de deux choses différentes. Tout d'abord, en ce qui concerne le système de défense nationale antimissile et nos alliés, ma première suggestion serait d'adopter une terminologie différente et de parler de « défense alliée » et non de « défense nationale ». Si nous faisons clairement comprendre à nos alliés que ce qui nous protège peut aussi, dans une grande mesure, les protéger eux, ils pourraient commencer à envisager la question sous un autre angle.

En ce qui concerne le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, les républicains ont maintes fois exprimé leur point de vue. Pour notre part, il n'est pas question de ratifier des traités qui ne sont pas vérifiables. Un gouvernement républicain serait nettement plus enclin à négocier un traité qui tienne debout et qui comporte de solides mesures de vérification.

Q : Qu'avez-vous à répondre aux critiques faites par certains démocrates selon lesquels M. Bush manquerait d'expérience et d'expertise en matière de politique étrangère ?

M. ARMITAGE : M. Bush est le gouverneur d'un Etat. Si je voulais donner une réponse facétieuse, je pourrais rétorquer que M. Gore manque d'expertise dans le domaine exécutif. Après tout, il a siégé au Congrès, qui ne dépend pas de l'exécutif, et il assume maintenant la fonction de vice-président, laquelle est dépourvue de tout pouvoir exécutif.

A la vérité, je préfère me concentrer sur les domaines dans lesquels M. Bush peut effectivement se targuer d'être un expert – lorsqu'il s'agit de prendre des décisions, de ne pas se défilier et d'assumer la responsabilité de ses actions.

Plus précisément encore, en sa qualité de gouverneur du Texas, il a noué une relation très solide et à multiples facettes avec le Mexique et des pays de l'hémisphère sud. Il est donc injuste de le considérer comme un néophyte dans le monde des affaires étrangères.

Q : Pensez-vous que les deux grands partis politiques pourraient faire mieux en matière de politique étrangère pendant les campagnes présidentielles ? Si oui, quels conseils donneriez-vous pour améliorer cette situation ?

M. ARMITAGE : D'aucuns estiment que la politique étrangère devrait être au-dessus des clivages des partis politiques. Pour ma part, je considère qu'elle doit faire l'objet d'un débat approfondi au même titre que n'importe quelle autre question, qu'il s'agisse des impôts, des affaires sociales ou de tout le reste.

Si mes souvenirs sont exacts, la dernière fois que le Congrès a voté sur une base véritablement bipartite en matière de politique étrangère, c'était en 1964, lorsqu'il a adopté la résolution relative au golfe du Tonkin autorisant l'action militaire des Etats-Unis au Viêt Nam, affaire dont on se souvient qu'elle a mal tourné. Je ne vois donc pas pourquoi on s'obstine à insister sur le soutien bipartite ; il y a des dossiers dans lesquels les clivages politiques sont inévitables, et c'est la première chose à dire.

La deuxième, c'est que pour amener les électeurs à participer davantage au débat, je crois qu'il faut repartir à la case départ et tenter de développer dans nos écoles et nos institutions d'enseignement supérieur une plus grande appréciation non seulement de l'histoire mondiale et des cultures étrangères, mais aussi du fait que, quand bien même nous sommes une grande puissance, et peut-être pour un temps le pays le plus puissant au monde, nous vivons dans ce monde, nous en sommes les citoyens et l'on serait bien avisé de prêter une plus grande attention aux événements qui s'y déroulent. Il y a des établissements scolaires qui le font.

Cet état de fait me semble associé à des aspects positifs aussi bien qu'à des aspects négatifs. Sur le plan positif, c'est qu'en temps de paix relative nos compatriotes peuvent se concentrer sur d'autres sujets, et c'est une bonne chose. On ne voudrait tout de même pas que le monde soit en proie à une crise tragique rien que pour qu'on puisse retenir leur attention. Mais le revers de la médaille, c'est que, pendant un certain temps, les gens ont autre chose à faire que de réfléchir à nos responsabilités et à nos devoirs dans le monde.

Q : Que pensez-vous du niveau de connaissance des Américains en matière d'affaires d'étrangères et de l'intérêt qu'ils portent à ce sujet ?

M. ARMITAGE : C'est une question intéressante. D'un côté, les Américains sont plus nombreux que jamais à voyager à l'étranger. On voit se développer aux Etats-Unis une culture très dynamique qui est celle d'immigrants, d'une nouvelle vague d'immigrants. Bien que le taux de natalité des Etats-Unis soit en baisse, nous arrivons à nous maintenir grâce à la précieuse participation d'immigrants qui apportent leur savoir-faire, leur énergie et leur dynamisme à notre société. Notre pays en sort grandi et notre société n'en est que plus éclectique. De ce point de vue, les Américains baignent dans les affaires internationales.

Mais d'un autre côté, quand on considère la connaissance qu'ont les Américains des divers pays étrangers, et plus encore quand on se place dans la perspective de leurs compétences linguistiques, je crains qu'ils ne soient pas au niveau. Il serait peut-être bon qu'ils passent un peu plus de temps à se familiariser avec d'autres cultures et avec d'autres langues.

Q : A votre avis, quels sont le rôle et la nature de la politique relative à la sécurité, dans le cadre des élections, maintenant que l'ère de la guerre froide est révolue ?

M. ARMITAGE : Sur le plan de la sécurité, la condition de nos forces armées fait actuellement l'objet d'un débat. La question qui est débattue est celle de leur préparation au combat. Il n'est pas permis de douter, et je crois que les démocrates seraient d'accord sur ce point, que l'armée des Etats-Unis est la mieux formée et la mieux équipée au monde.

Le débat concerne la direction vers laquelle se dirige notre armée. Nous autres républicains avons le sentiment qu'elle a perdu un peu de terrain en matière de disponibilité pour le combat. Au cours de cette dernière année du gouvernement Clinton, nous prenons note du relèvement de l'enveloppe de la défense. On avait vu le même phénomène se produire en 1980, la dernière année du gouvernement Carter. Mais je ne pense pas que les électeurs soient dupes.

Le ministre de la défense, M. Cohen, s'est probablement donné beaucoup de mal pour tenter de faire progresser le débat sur la défense. Mais jusqu'à l'année dernière, il n'a pas réussi à convaincre le président de proposer un budget militaire plus robuste. L'examen des années passées révèle que les orientations du budget n'étaient pas exactement propices à l'amélioration de notre disponibilité pour le combat. Et elles n'étaient absolument pas propices à la reconstitution de nos comptes relatifs à la passation des marchés publics. En outre, le fait que nos forces militaires aient été simultanément mises à contribution dans tellement d'endroits a considérablement gêné leur entraînement et nuï à leur moral.

Au-delà de la question immédiate de leur disponibilité se pose celle de la transformation de notre armée et, par extension, de notre politique de sécurité, de façon à pouvoir faire face aux nouvelles missions et aux nouveaux défis du XXI^e siècle – par exemple, on doit se demander comment on peut projeter une capacité opérationnelle sans avoir accès à des bases en position avancée; comment conduire des opérations en milieu urbain; comment gérer les conflits dans l'espace; comment faire face à la question de l'intégrité de l'information et de la dominance de l'information. Ce sont autant de domaines qui suscitent de vives discussions, de nos jours, entre républicains et démocrates. On voit donc que le débat se limite à la question de la disponibilité pour le combat et qu'il se cantonne dans des indicateurs numériques stériles. M. Bush entend élargir le débat en mettant sur le tapis la question de l'utilisation optimale de tous les moyens à la disposition de notre puissance nationale, et pas seulement du ministère de la défense, pour promouvoir la stabilité de notre environnement en matière de sécurité. C'est après qu'on pourra en venir à la question de savoir quel parti est le plus à même de nous guider vers un avenir plus stable et meilleur.

Q : Quelle serait la priorité numéro un d'un gouvernement Bush en matière de politique étrangère?

M. ARMITAGE : Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, je crois que ce serait de faire preuve d'excellence sur la scène internationale sans toutefois se montrer arrogant. C'est une chose que d'être, pour le moment, premier parmi des égaux ou, comme le dirait le journaliste Charles Krauthammer, la « seule superpuissance », laquelle a des intérêts aux quatre coins du globe et sans la participation de laquelle rien de très constructif ne peut se produire où que ce soit. C'est une chose que de le savoir; c'en est une autre que de le crier sur tous les toits et de dire que nous sommes indispensables.

M. Bush estime que nous devrions être beaucoup plus discrets et faire preuve d'excellence; c'est par notre excellence, et non par nos belles paroles, que nous devons être « la lumière du monde ». ©

(suite de la page 9)



par exemple le conflit coréen pendant les années cinquante et, bien entendu, la guerre du Viêt Nam. Lors des élections qui ont eu lieu à ces époques, le public américain a clairement considéré que ces crises le concernaient. Dans la campagne électorale actuelle, le public américain attache nettement plus d'importance aux questions de politique intérieure. Il est, dans l'ensemble, satisfait du statu quo. La paix règne sur le monde et, si des soldats américains sont stationnés dans des pays étrangers, ils ne sont pas engagés dans des combats au sol. Par conséquent, les questions de politique étrangère et de sécurité nationale ne jouent qu'un rôle marginal.

Q : Existe-t-il, dans ce contexte, des problèmes de politique étrangère qui pourraient influencer dans une mesure quelconque le résultat de cette élection ?

M. GINSBERG : Bien entendu, personne ne peut prévoir l'avenir. La principale question qui affectera le scrutin est l'expérience comparative du vice-président Gore et du sénateur Lieberman d'une part, et de George W. Bush et Dick Cheney d'autre part. Sur un plan purement empirique, les électeurs doivent comparer les 30 années d'expérience substantielle que le vice-président a acquise en matière de sécurité nationale à l'expérience beaucoup plus limitée du gouverneur Bush dans ce domaine.

Q : Au-delà de ce que vous considérez comme une différence d'expérience, y a-t-il des questions de politique étrangère qui divisent le parti démocrate et le parti républicain, et leurs candidats, au niveau de la philosophie politique ?

M. GINSBERG : Sans aucun doute. Le parti républicain et George W. Bush en sont toujours à l'ère de la guerre froide, et ils parlent toujours de leurs accomplissements lors de la guerre du Golfe. Ils ne sont pas prêts à relever les défis auxquels nous sommes confrontés depuis la fin de la guerre froide. A présent, à l'âge de la mondialisation, les Etats-Unis ont atteint le summum de leur pouvoir dans le monde. Nous nous heurtons à des problèmes que nous ne devons pas ignorer et que nous pourrions qualifier de « transnationaux ». Ils

exigent que les Etats-Unis soient plus à même d'intervenir effectivement dans certaines parties du monde où des conflits peuvent survenir. George W. Bush et son parti n'ont manifesté aucun désir de s'attaquer à la source de ces problèmes de sécurité. C'est la première différence.

La deuxième différence est le caractère unilatéral de la politique étrangère du parti républicain. Les contradictions inhérentes au programme politique républicain suggèrent que, bien que George W. Bush parle d'un internationalisme typiquement américain, sur les deux questions cruciales qui concernent nos alliés et nos alliances internationales, ainsi que l'intégrité de ces alliances (le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires et la Défense nationale antimissiles), George W. Bush est prêt à agir unilatéralement.

Ceci représente un désaccord fondamental entre le parti républicain et le parti démocrate. Les démocrates et Al Gore ne sont pas prêts à s'engager sans réfléchir dans un système national de défense contre les missiles qui n'a pas fait ses preuves et qui n'a pas été testé. Nous sommes également favorables à l'adoption du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Par conséquent, sur les questions de sécurité nucléaire et de renforcement des alliances, les républicains sont prêts à agir unilatéralement ; les démocrates estiment qu'il faut faire participer nos alliés et coopérer avec eux pour résoudre les problèmes. C'est une distinction très claire entre eux et nous.

Q : Considérez-vous donc ces questions nucléaires comme le point de désaccord le plus important ?

M. GINSBERG : Oui.

Q : Sans parler d'accord ou de désaccord, quelles sont les questions de politique étrangère qui sont les plus importantes pour le parti démocrate aujourd'hui ?

M. GINSBERG : Avant tout, et de très loin, le problème le plus important est d'assurer la pérennité de la prospérité aux Etats-Unis en maintenant la stabilité en dehors de nos frontières. Notre économie dépend de plus en plus de la stabilité des marchés étrangers et de la prospérité économique de nos principaux alliés. Al Gore veut continuer d'aider nos alliés à résoudre leurs difficultés financières internationales – qu'il s'agisse de

la crise du peso mexicain ou des crises financières de l'Asie du Sud-Est – c'est une façon d'assurer la continuation de la prospérité américaine. C'est la première chose. Ensuite, et c'est tout aussi important, il faut évidemment préserver la sécurité de l'Amérique et la puissance de nos forces armées afin d'être en mesure de faire face aux problèmes qui pourraient menacer les Etats-Unis. Au cours des prochaines années, cela signifie que nous devons contribuer à améliorer la qualité de vie de nos soldats, faire en sorte que la technologie révolutionnaire que les Etats-Unis produisent en cette ère de l'information soit à leur disposition et nous assurer que l'armée est capable d'assumer sa tâche dans le nouvel environnement international.

Q : D'après ce que vous venez de dire, il semblerait que les questions relatives à la sécurité économique soient au moins aussi importantes que le dossier de la sécurité militaire.

M. GINSBERG : Elles sont inséparables. Les Américains ne se sentiront pas en sécurité sur le plan économique et militaire si nous n'utilisons pas notre position dominante dans le monde pour éviter les conflits qui pourraient menacer notre sécurité ainsi que celle de nos marchés financiers. La mondialisation fait que nous sommes de plus en plus dépendants les uns des autres et que nos forces économiques et militaires évoluent en tandem.

Q : Étant donné le peu d'importance accordée aux affaires étrangères dans les campagnes électorales, pensez-vous que l'un des deux partis, ou les deux, pourrait mieux mettre en valeur ces questions pendant les campagnes ?

M. GINSBERG : Je ne suis pas d'accord avec l'opinion selon laquelle nous n'avons pas attaché beaucoup d'importance à la politique étrangère. Ce que j'ai dit tout à l'heure, c'est qu'en général la politique étrangère ne joue pas un rôle important dans la campagne. Le vice-président a fait plusieurs grands discours de politique étrangère, dont le plus important a été celui de Boston, en avril. Il y a présenté de façon détaillée les initiatives de politique étrangère qu'il prendra s'il est élu président. Sa politique de « engagement prévoyant » y a été énoncée. Il a également fait un discours à l'occasion de la remise des diplômes à West Point, dans lequel il a annoncé une nouvelle politique à l'égard des forces

armées américaines. George W. Bush a fait plusieurs discours de politique étrangère. Bien entendu, les journalistes n'ont pas manqué de poser des questions sur des thèmes tels que la défense nationale antimissile et le processus de paix au Proche-Orient. Je suis donc certain que plus la campagne s'intensifiera, plus il y aura de questions sur la sécurité nationale et la politique étrangère. Par conséquent, si cette dernière ne jouera pas un rôle crucial dans cette élection, l'électorat américain continuera sans aucun doute de s'y intéresser et de s'interroger à ce sujet, à en juger par le nombre élevé de questions posées par la presse à chaque parti.

Q : Comment évaluez-vous le rôle et la nature de la politique en matière de sécurité maintenant que la guerre froide est terminée ?

M. GINSBERG : Comme je l'ai déjà dit, les Etats-Unis se heurtent à des problèmes différents de ceux qui se posaient à l'époque de la guerre froide. Nous voyons ici encore la principale différence entre les républicains, qui pensent toujours en termes de guerre froide, et un parti démocrate, un président et un vice-président qui sont prêts à s'attaquer aux nouvelles menaces pesant sur la sécurité des Etats-Unis. Un parfait exemple de ce phénomène est la propagation des maladies dans le monde, et tout particulièrement du sida en Afrique. En janvier dernier, le vice-président a prononcé un discours important devant les Nations unies dans lequel il a affirmé, pour la première fois, qu'à long terme le fléau du sida en Afrique constituait une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Pourquoi ? Il ne s'agit pas ici simplement d'une question humanitaire ; c'est le fait que toute une génération de dirigeants africains est décimée par cette maladie, et que cela pourrait accélérer la déstabilisation de ce continent. Et nous pensons que l'Afrique est un continent important.

Nous devons également nous attaquer au dossier du terrorisme nucléaire et à une multitude de problèmes tels que l'environnement et l'effet de serre, qui menacent nos enfants et nos petits-enfants, et qu'un bon président, un président tourné vers l'avenir, se doit d'essayer de régler. Vous ne pouvez pas vous limiter aux questions de sécurité nucléaire et prétendre que cela suffit pour éliminer toutes les menaces qui pèsent à long terme sur la sécurité des Etats-Unis.

Nous sommes dans une position unique dans notre histoire. Les Etats-Unis sont de loin la plus grande puissance dans le monde. C'est un pays auquel s'adressent toujours la plupart des Etats à la recherche de conseils, de suggestions et de leadership. Grâce à cette situation unique, nous avons une chance de contribuer à la résolution de problèmes qui vont affecter nos enfants et nos petits-enfants, et c'est pourquoi il est important de s'engager vis-à-vis de ces dossiers mondiaux. Nous ne donnons pas l'alarme pour rien. Il suffit de penser aux menaces concrètes qui existent en Asie, par exemple au Cachemire, ou aux menaces que profère la Chine à l'encontre de Taiwan. Et quand nous examinons l'évolution du processus de paix au Proche-Orient, nous ne pouvons nous empêcher de penser à ses conséquences – et aux conséquences des conflits et des haines ethniques en général pour la sécurité américaine. La fin de la guerre froide pose de nouveaux problèmes aux Etats-Unis. Aujourd'hui, la dissémination des techniques de l'information est à la fois une aubaine et un fléau. Le nouveau président des Etats-Unis au XXI^e siècle va devoir s'attaquer à ces problèmes. Al Gore a démontré des qualités de chef dans ces domaines, ainsi que la capacité, non seulement de réfléchir à ces problèmes, mais aussi de formuler de nouvelles idées et des solutions novatrices.

Q : Vous avez dit plusieurs fois que Gore s'appuie sur une expérience de la politique étrangère que, selon vous, Bush n'a pas. Quels ont été, selon vous, les principaux succès de politique étrangère du gouvernement actuel? Pourriez-vous également nous parler un peu du rôle du vice-président Gore dans ces succès?

M. GINSBERG : Avant tout, le vice-président a joué un rôle crucial au sein du Conseil national de sécurité des Etats-Unis. En plus de ses 30 années d'expérience acquise au Congrès et au Sénat dans le domaine de la maîtrise des armements, il a conçu les commissions binationales qui ont été formées entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, entre les Etats-Unis et l'Egypte, et entre les Etats-Unis et la Russie. Quelle est la raison d'être de ces commissions binationales? C'est le type de travail qui se déroule en coulisse et qui ne fait pas les grands titres des journaux, mais qui montre les capacités intellectuelles et l'engagement du vice-président dans des domaines qui sont importants pour les Etats-Unis à long terme. Par exemple, dans le cadre des travaux de notre commission binationale avec l'Afrique du Sud, il a

contribué à accélérer l'ouverture des marchés sud-africains aux biens et services américains tout en aidant les Sud-Africains à passer de l'apartheid à la démocratie. Même chose en Egypte. Il a fait de grands efforts pour contribuer à ouvrir l'économie égyptienne aux investissements étrangers afin de promouvoir la stabilisation de ce pays et d'augmenter le rôle réel que l'Amérique pourra jouer dans le monde arabe sur les plans du développement économique et de la prospérité. Il a aussi joué un rôle crucial au sein de la commission binationale avec la Russie : il a non seulement aidé à accélérer la dénucléarisation de cette partie du monde et à réduire ainsi la menace pour les Etats-Unis, mais il a aussi coopéré avec de nombreux responsables politiques et économiques russes pour accélérer la réforme économique dans leur pays. Il s'agit donc d'accomplissements importants.

Mais il a également beaucoup fait pour mettre fin aux guerres dans le monde entier. On chante peu les louanges de ces succès, mais que ce soit en Irlande du Nord, en Haïti, sur la péninsule coréenne ou au Proche-Orient, l'actuel gouvernement a œuvré sans relâche en faveur de la paix lorsque des conflits ethniques et des guerres civiles risquaient de menacer l'intérêt national des Etats-Unis. Nous sommes parvenus à mettre fin à des conflits ethniques et à des génocides en Afrique et en Europe. Ce gouvernement est fier d'avoir contribué à arrêter le génocide qui se déroulait en Bosnie et au Kosovo, ainsi qu'en Afrique, en Sierra Leone. Il est évident que nous aurions pu mieux faire au Rwanda – nous admettons tous maintenant que notre politique n'a pas eu les résultats escomptés. Nous avons fait de grands efforts pour mettre fin au conflit du Timor oriental. Notre gouvernement a beaucoup accompli par le biais d'une diplomatie laborieuse que les républicains critiquent – mais ils n'ont pas proposé de meilleure solution.

Q : Dans lesquelles de ces activités le vice-président a-t-il joué un rôle prépondérant?

M. GINSBERG : Dans chacune d'elles. Dans chacune d'elles.

Q : Vous avez fait plusieurs références à la Défense nationale antimissiles. Que pense le vice-président de la poursuite de la mise au point d'un tel système par les Etats-Unis ?

M. GINSBERG : Le vice-président a déclaré sans ambages que les Etats-Unis sont menacés par les missiles d'États dévoyés ainsi que par ceux que possèdent des organisations terroristes, et que notre pays doit posséder une arme de dissuasion efficace pour parer à ces menaces au cours des prochaines années. Mais il pense qu'il faut répondre à quatre questions avant de prendre une décision à cet égard.

Avant tout, il y a celle de la faisabilité technique d'un tel dispositif. Il ne servirait à rien de demander aux contribuables américains de dépenser des milliards de dollars sur un programme techniquement impossible à réaliser. Personne ne sait encore si un tel programme est réalisable – qu'il s'agisse d'un système à base terrestre ou d'un système de type « guerre des étoiles », cher aux

républicains. C'est la première question. La deuxième concerne l'évaluation des menaces. La troisième est l'effet du déploiement d'un tel système sur la maîtrise des armements et nos alliances internationales, car il faut tenir compte de telles conséquences. La quatrième question est celle du coût. Il s'agit de l'argent du contribuable américain. Nous devons nous assurer que quand nous dépensons son argent, nous agissons judicieusement et de façon à atteindre l'objectif fixé. Nous ne voulons pas faire ce que les républicains et George W. Bush souhaitent faire, c'est-à-dire décider arbitrairement de dépenser 140 milliards de dollars – ce qui pulvériserait notre budget – pour construire un système de défense nationale antimissile dont la faisabilité n'a pas été démontrée. Les menaces contre lesquelles ils veulent se protéger sont basées sur une mentalité héritée de la guerre froide qui est maintenant dépassée. Au contraire, le vice-président a dit que ce système de défense devait cibler non pas les dangers du passé, mais les nouvelles menaces auxquelles nous sommes confrontés. ●

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE L'AN 2000 : DU KOSOVO A CUBA, VIA UNE INTERROGATION-SURPRISE

Andrew Bennett

Professeur d'administration publique, Université de Georgetown



Si le dossier de la politique étrangère a perdu du terrain par rapport à d'autres questions qui sont abordées dans le cadre des campagnes présidentielles et que les divergences entre démocrates et républicains se sont atténuées sur ce terrain, « les électeurs continuent de juger les candidats à l'aune de leurs valeurs, de leur compétence et de leur autorité dans le domaine de la politique étrangère, en particulier en ce qui concerne leur capacité de gérer les crises », déclare M. Andrew Bennett, professeur d'administration publique à l'université Georgetown et conseiller pour les questions de politique étrangère au cours de plusieurs campagnes présidentielles. Dès lors, ajoute-t-il, les erreurs ou les bêtises des candidats en période de campagne électorale peuvent avoir « des effets à long terme importants sur le cours des élections ».

LE CREDO POLITIQUE : LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE NE COMPTE PAS DANS LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Les observateurs politiques partent généralement du principe qu'en l'absence de crises majeures ou de guerres, la politique étrangère a toujours fait figure de parent pauvre lors des élections aux Etats-Unis et que la fin de la guerre froide en a encore ravalé l'importance. De ce point de vue, depuis la fin de la guerre froide, la complexité des dilemmes inhérents à la conduite des affaires politiques et l'absence d'un adversaire étranger puissant ont réduit l'écart sur ce terrain entre les partis démocrate et républicain. D'aucuns vont à suggérer que les Américains ont renoué avec l'isolationnisme et l'unilatéralisme, qu'ils n'ont généralement cure de la politique étrangère, qu'ils sont mal informés sur ce sujet et que la seule idée de pertes humaines dues à une guerre est pour eux un objet de profonde aversion, ce qui limite d'autant les options des présidents et des candidats en matière de politique étrangère.

Juste à certains égards, exagéré ou par trop simplifié dans d'autres, ce credo politique est foncièrement erroné en ce qui concerne certains dossiers. La politique étrangère était certes à son zénith pendant les élections présidentielles qui ont eu lieu du temps de la guerre froide en période de crise ou de guerre, mais il faut reconnaître qu'elle conservait une grande importance même en l'absence de crise, et ce du fait de la

concurrence que se livraient les Etats-Unis et l'Union soviétique. La fin de la guerre froide a relégué ce dossier à une place subalterne lors des élections présidentielles, comme on l'a constaté en 1992 en particulier, et les différences de position entre républicains et démocrates se sont effectivement estompées en 1992 et en 1996, mais il faut admettre qu'on a exagéré la réalité. S'il est vrai que la politique étrangère a perdu de son importance par rapport à d'autres dossiers et que l'écart entre les partis s'est resserré, force est de reconnaître que les électeurs continuent de juger les candidats à l'aune de leurs valeurs, de leur compétence et de leur autorité dans le domaine de la politique étrangère, en particulier en ce qui concerne leur capacité de gérer les crises.

Par ailleurs, il faut bien dire que la politique étrangère est le cadet des soucis de la plupart des Américains, en particulier depuis la fin de la guerre froide. Leurs instincts sur le plan internationaliste et multilatéral n'ont guère changé, mais ils s'informent et ils manifestent un esprit de discernement lorsqu'une crise éclate. L'opinion publique est sensible aux questions internationales qui affectent la vie quotidienne aux Etats-Unis, ce qui est le cas, par exemple, de l'immigration, de la contrebande des stupéfiants et du commerce international. En outre, un grand nombre de groupes d'intérêt ethniques ou commerciaux braquent toute leur attention sur la politique étrangère et savent faire sentir leur influence pendant les campagnes présidentielles, que ce soit par le biais de leurs

contributions financières ou de leurs activités de mobilisation à la base. Enfin, les sondages révèlent que les Américains, tout lassés qu'ils soient des missions de maintien de la paix dans les régions en proie aux conflits ethniques et dans les Etats non viables, sont prêts à accepter le risque de pertes humaines si les Etats-Unis visent des objectifs stratégiques ou humanitaires¹.

Par voie de conséquence, la politique étrangère a déjà marqué la campagne présidentielle 2000 de son empreinte et il continuera d'en être ainsi. MM. Albert Gore et George W. Bush se sont ralliés à une politique étrangère internationaliste et distancés de l'aile isolationniste de leurs partis respectifs. L'un et l'autre se sont montrés sensibles à certains groupes qui se consacrent à des questions ponctuelles de politique étrangère. Bien que leurs prises de position ne diffèrent pas considérablement et que le public n'ait pas encore manifesté de préférence, les deux candidats ont eu à se mordre les doigts des erreurs ou des bévues supposées qu'ils ont commises pendant leur campagne. Dans l'ensemble, c'est M. Bush qui en a pâti le plus.

Le présent article présente des arguments à l'appui de ces conclusions. Dans un premier temps, il passe rapidement en revue les répercussions de la politique étrangère sur les campagnes précédentes. Ensuite, il examine la façon dont MM. Gore et Bush gèrent ce dossier dans le cadre de leur campagne électorale, en s'intéressant particulièrement aux effets des tergiversations du candidat républicain au sujet du conflit au Kosovo et à ses méprises à répétition sur le nom de chefs d'Etat et d'autres personnalités, ainsi qu'aux conséquences de la maladresse qu'a manifestée le candidat démocrate dans l'affaire Elian Gonzalez. Si elles n'ont pas bouleversé la donne de manière directe et spectaculaire, ces erreurs supposées ont malgré tout eu des effets à long terme sur la campagne électorale, et toute crise de politique étrangère ou toute autre bévue pourrait encore avoir des conséquences de taille et plus immédiates.

LES BRÈCHES DANS LE CREDO POLITIQUE : LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DANS LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

La plupart des arguments à l'appui de la thèse selon laquelle « la politique étrangère ne compte pas » lors des présidentielles aux Etats-Unis se fondent sur le caractère « saillant » des questions en jeu ou sur l'importance que le public y attache dans les sondages. Certes, le caractère saillant de la politique étrangère est l'un des facteurs clés qui permettent de juger l'effet de ce dossier sur les élections, mais il y en a d'autres qui sont également importants, comme par exemple les différences entre les positions des candidats telles qu'elles sont perçues par le public, les valeurs qu'ils épousent et leur compétence en matière de politique étrangère. Si la politique étrangère est tombée de son piédestal depuis la fin de la guerre froide, ces autres facteurs, eux, conservent toute leur importance.

Dans presque tous les sondages d'opinion réalisés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et jusque dans les années 1980, le public citait la politique étrangère au nombre des trois dossiers les plus importants pour les Etats-Unis et il la plaçait même souvent en première place. Cette attitude s'expliquait essentiellement par l'importance générale des relations avec l'Union soviétique, à quoi il faut ajouter l'intérêt que revêtaient des questions ponctuelles lors de diverses élections : la guerre de Corée en 1952, le prétendu retard des Etats-Unis en matière de missiles en 1960, la guerre du Viêt Nam en 1968 et en 1972, l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et la détention d'otages américains en Iran en 1980 et, enfin, les changements spectaculaires dont l'Union soviétique fut le théâtre en 1988. Or la fin de la guerre froide a considérablement diminué l'importance de la politique étrangère. Depuis 1992, c'est tout juste si ce dossier figure parmi les douze questions les plus influentes dans l'esprit du public. Par exemple, selon un sondage réalisé par la société Gallup en janvier 2000 et dans lequel les personnes interrogées devaient sélectionner les questions qu'elles estimaient les plus importantes, parmi une longue liste qui leur était proposée, les

¹ John E. Rielly, ed. « American Public Opinion and U.S. Foreign Policy 1999 », Chicago Council on Foreign Relations, 1999. On peut consulter les résultats de ce sondage au site Internet : <http://www.cfr.org/publications/opinion>

dépenses militaires arrivaient en vingtième position seulement et le rôle des Etats-Unis dans les affaires mondiales à la vingt-deuxième place².

Beaucoup d'observateurs voient dans les élections de 1992 une preuve de l'importance limitée de la politique étrangère dans la foulée de la guerre froide, faisant d'ailleurs remarquer que le public reprochait au président Bush de se désintéresser des questions intérieures et notant que sa cote de popularité, de 90 pour cent après la guerre du golfe Persique, avait dégringolé au point qu'il s'était fait battre aux élections à peine plus d'un an plus tard. De fait, les questions de politique intérieure l'importaient sur la politique étrangère dans l'esprit des électeurs en 1992, mais l'imputation de la défaite électorale de M. Bush à ce seul phénomène fait l'impasse sur les revers et occasions manquées qui ont émaillé sa gestion du dossier de politique étrangère. Bien que M. Bush ait su somme toute négocier avec adresse la fin de la guerre froide, le conflit dans le golfe Persique n'a pas eu raison de Saddam Hussein et le président américain s'est vu reprocher son manque de « vision » et son incapacité à définir les objectifs et la stratégie du « nouvel ordre mondial » au sujet duquel il multipliait les belles paroles ; enfin, M. Bush n'a pas pris de mesures efficaces vis-à-vis de la Somalie (du moins pas avant les élections) ni à l'égard de la Bosnie. Même Richard Nixon, l'un de ses prédécesseurs, lui a tenu rigueur de son manque d'enthousiasme vis-à-vis de la consolidation de la démocratie et des marchés en Russie. De surcroît, il y a lieu de noter que les candidats les plus enclins à l'isolationnisme – tels M. Patrick Buchanan, le sénateur Tom Harkin et l'ancien gouverneur de Californie, M. Jerry Brown – n'ont pas réussi à décrocher l'investiture de leur parti.

Dès lors, il faut bien admettre que les prises de position et la compétence des candidats en matière de politique étrangère ont leur importance et que ce dossier revêt dans l'ensemble un caractère important. Tout au long de la plus grande partie de la guerre froide, les candidats républicains avaient beau jeu de passer pour des « durs » vis-à-vis de l'Union soviétique mais, la guerre froide terminée, ce qui les démarquait des démocrates avait moins de raison d'être. Lors des élections de 1996,

malgré quelques différences sur le plan du symbolisme et des valeurs, par exemple lorsque M. Robert Dole, le sénateur candidat à la présidence, critiquait le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, la position du candidat républicain et celle de M. Clinton étaient essentiellement équivalentes sur la plupart des dossiers de politique étrangère, dont celui du déploiement de soldats américains en Bosnie pour y surveiller la paix. Ce que l'on peut dire de plus catégorique peut-être sur la position des candidats, c'est que le président sortant qui brigue le renouvellement de son mandat ou le candidat dont le parti détient la Maison-Blanche a tendance à être plus internationaliste que le candidat du parti d'opposition. Lors de la campagne de 1992, par exemple, M. Clinton avait privilégié les questions de politique intérieure, mais devenu président il a commencé à faire pencher la balance en faveur de l'internationalisme, notamment en ce qui concerne le financement de l'organisation des Nations unies, les opérations de maintien de la paix, l'autorisation qui permettrait à l'exécutif de soumettre des accords commerciaux au vote des parlementaires sans que ceux-ci puissent les modifier et le financement du Fonds monétaire international (FMI), alors que le Congrès prône une position plus isolationniste dans ces domaines depuis 1994, c'est-à-dire depuis que les républicains y sont majoritaires.

En matière de politique étrangère, l'expérience compte – et il en va de même pour les positions adoptées sur divers sujets – mais elle n'est pas primordiale : le candidat le moins expérimenté dans ce domaine a remporté l'élection présidentielle en 1992 (Bush-Clinton), en 1980 (Carter-Reagan) et en 1976 (Carter-Ford). Plus que l'expérience directe des candidats sur ce terrain, c'est leur discernement, leur compétence et leur force de caractère, en particulier leur capacité de gérer les crises, qui retiennent l'attention des électeurs. Ces qualités indispensables à la conduite des affaires étrangères, les électeurs les évaluent au cours de la campagne électorale dans toutes sortes de contextes, dont certains n'ont même rien à avoir avec la politique étrangère. Ainsi a-t-on pu se faire une idée de la façon dont M. Clinton ferait face à une crise lorsqu'on l'a vu sortir vainqueur, en 1992, des primaires tenues au New-Hampshire, alors que la presse faisait des gorges chaudes d'une liaison extraconjugale qu'on lui imputait. De même, le discernement et la personnalité du sénateur Gary Hart en matière de politique

² Gallup Poll Monthly, janvier 2000. Sauf indication contraire, les autres résultats cités ultérieurement sont ceux des sondages mensuels de la société Gallup, aux dates indiquées.

étrangère ont été mises en question en 1984 lorsqu'il a donné l'impression, avant les élections primaires de New York, de changer d'avis sur la question du transfert de l'ambassade des Etats-Unis en Israël dans la ville de Jérusalem. En 1988, accusé lui aussi d'infidélité, il n'a pas su se tirer d'affaire aussi facilement que M. Clinton. Ces événements ont contribué à l'échec de M. Hart, qui n'a pas obtenu l'investiture du parti démocrate en vue de l'élection présidentielle.

Il apparaît donc probable que la faculté de gérer une crise constitue une sorte de « test décisif » pour les électeurs lorsqu'ils se rendent aux urnes pour élire leur président. Même s'ils n'accordent généralement qu'un faible rang de priorité à la politique étrangère, les électeurs ont tendance à se défier des candidats qui semblent incapables de maîtriser les situations difficiles.

EN QUOI LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE A-T-ELLE AFFECTÉ LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE L'AN 2000 ?

Cette année, les candidats à la présidence doivent affronter un électorat qui attache un faible rang d'importance à la politique étrangère, mais qui demeure internationaliste dans ses prises de position et recherche un président capable d'assumer pleinement les crises de politique étrangère. Les candidats en ont tenu compte, et la politique étrangère qu'ils embrassent est la même dans ses grandes lignes, celle-ci ne différant d'un candidat à l'autre que sur le plan des détails, du symbolisme et de la présentation. A ce jour, les sondages n'indiquent pas que les électeurs donnent un avantage certain à quelque candidat que ce soit dans le domaine de la politique étrangère, mais plus l'échéance électorale se rapproche, plus les questions de compétence et de gestion des crises risquent de prendre de l'importance. Au bout du compte, en dépit de la faible dimension de la politique étrangère et du peu de différences qui sépare les candidats, la façon dont le public percevra les bévues commises sur ce terrain pendant la campagne et sa réaction à tout nouveau pas de clerc pourraient jouer un rôle déterminant dans l'issue des élections.

Signe de la place effacée de la politique étrangère, ni M. Gore ni M. Bush n'ont beaucoup insisté sur ce thème dans leurs déclarations publiques. Ils ont tous deux présenté les grandes lignes de leur politique

étrangère à l'occasion de quelques discours-programmes dans les premiers temps de leur campagne, adoptant généralement une perspective internationaliste³. Les conseillers et les partisans de M. Bush dans ce domaine, dont Mme Condoleezza Rice, le général Colin Powell, M. Henry Kissinger et le général Norman Schwarzkopf, sans oublier le candidat à la vice-présidence, M. Richard Cheney, ont joué un rôle de premier plan dans sa campagne et ils vont souvent jusqu'à monter sur le podium avec lui lorsqu'il donne des discours importants de politique étrangère, et ce pour apaiser les craintes que suscitent son manque d'expérience dans ce domaine. Au vu de la longue expérience de M. Gore à cet égard, les conseillers de l'actuel vice-président pour la politique étrangère jouent un rôle plus discret et moins public.

Les deux candidats se sont contentés de modestes allusions à la politique étrangère lors du discours qu'ils ont prononcé à la convention d'investiture de leurs partis respectifs. M. Bush a bien évoqué la question de la disponibilité des troupes au combat non seulement à cette occasion, mais aussi dans les semaines qui ont suivi, mais le faible avantage que ces déclarations ont pu lui conférer dans les sondages en matière de défense a eu un effet limité en raison des informations diffusées par les médias selon lesquelles le candidat républicain aurait exagéré le manque de préparation au combat des deux divisions de l'armée de terre qu'il avait mises en cause dans son discours à la convention d'investiture. De même, M. Bush a tenté de prendre l'avantage en mettant l'accent sur la construction d'un système national de défense antimissile, mais cela n'a pas été très efficace puisque M. Gore lui-même a toujours plaidé pour des recherches dans ce domaine et que les essais de ces systèmes ont échoué à de multiples reprises. Lors de la convention du parti démocrate, M. Gore a consacré à la politique étrangère quelques paragraphes rédigés en termes très généraux, passant outre aux suggestions de certains de ses conseillers qui lui recommandaient d'éliminer carrément toute mention de la politique étrangère⁴. Les opinions des deux candidats en matière de politique étrangère ne divergent guère non plus sur d'autres questions régulièrement en vedette dans la

³ Le site Internet officiel de la campagne électorale des candidats contient chacun le texte de huit à dix discours sur la politique étrangère; ceux qui ont été peut-être les plus médiatisés sont le discours de M. Bush du 19 octobre 1999 et celui de M. Gore du 30 avril 2000.

⁴ Melinda Henneberger, « In Reversal of Speech Process, Gore Wrote and His Aides Then Whittled », « The New York Times », 18 août 2000, p.17

presse : tous deux étaient partisans de la normalisation permanente des relations commerciales avec la Chine et tous deux se sont opposés à une proposition de loi visant à imposer le retrait des troupes américaines du Kosovo au cours de l'été 2001.

Reflet peut-être des différences limitées entre la politique étrangère des deux candidats et de la faible dimension de ce dossier, les sondages réalisés au printemps 2000, les derniers en date sur ce sujet au moment de la rédaction du présent article, révélaient que les électeurs étaient partagés sur la question de savoir qui, de M. Gore (42 pour cent) ou de M. Bush (43 pour cent), serait le plus capable de s'occuper des affaires étrangères⁵. Indépendamment de cette situation d'équilibre, il semblerait que la politique étrangère ait jusqu'à présent davantage fait le jeu de M. Gore. Dans un premier temps, en juin 1999, M. Bush l'emportait nettement sur son rival quant à la question de savoir qui était le plus à même d'assumer le dossier de la politique étrangère, puisque 53 pour cent des personnes interrogées lui donnaient la préférence, contre 36 pour cent à M. Gore⁶. L'érosion, au cours de l'année écoulée, du soutien accordé à la politique étrangère de M. Bush a certainement tenu en partie au prestige qu'a gagné le vice-président en recevant l'investiture de son parti, ce qui est là un phénomène classique. Pour autant, des sondages plus détaillés donnent à penser que les faux pas et les bévues de M. Bush en matière de politique étrangère – son rôle effacé sur le sujet du Kosovo et sa tendance à se méprendre sur le nom de dirigeants et de diverses personnalités – lui ont fait plus de tort que le revirement sur l'affaire Elian Gonzalez n'en a fait à M. Gore.

LES TERGIVERSATIONS DE M. BUSH SUR LE KOSOVO

On pourrait dire que l'erreur la plus coûteuse qu'ait commise M. Bush en matière de politique étrangère pendant la campagne électorale, c'est d'avoir tant hésité avant d'énoncer une ligne d'action claire à l'égard de la crise au Kosovo. Lorsqu'elle a éclaté fin mars 1999, le sénateur John McCain, qui brigait lui aussi l'investiture du parti républicain pendant les primaires, a immédiatement déclaré que les Etats-Unis, s'ils

décidaient de recourir à la force, devraient viser la victoire et qu'ils ne devraient pas exclure le déploiement de forces terrestres. Cette prise de position, d'autant plus remarquée qu'elle était celle d'un héros de la guerre du Viêt Nam, a permis à M. McCain de faire beaucoup parler de lui à la télévision comme sur les ondes, notamment pendant les journaux d'information. En revanche, M. Bush a laissé des semaines s'écouler avant de se prononcer clairement sur cette crise, et encore s'est-il fait l'écho de son rival républicain. Ce retard tenait peut-être à l'obligation de prudence qui incombait à M. Bush en sa qualité de favori pour l'investiture de son parti, mais le fait que ses conseillers de politique étrangère aient été partagés sur la question n'y aurait pas été étranger non plus⁷. Indépendamment de la cause de l'indécision de M. Bush, cet événement a clairement marqué l'avance prise par M. McCain sur les autres candidats à l'investiture du parti républicain et c'est aussi ce qui a obligé M. Bush à livrer un combat plus long et plus coûteux, sur le plan tant financier que politique, pour sortir vainqueur de cette épreuve. Les sondages réalisés au New-Hampshire en avril et en mai montraient que M. McCain était grimpé à la troisième place, derrière M. Bush et Mme Elizabeth Dole, et dans les sondages nationaux il recevait 6 pour cent des intentions de vote en mai, contre 3 pour cent en mars⁸.

M. BUSH RATE UNE « INTERROGATION-SURPRISE »

Des impairs commis par M. Bush, ceux qui sont les mieux connus concernent l'incapacité dans laquelle il était de citer nommément plus d'un dirigeant sur quatre en réponse aux questions qu'un journaliste lui avait posées à brûle-pourpoint en novembre 1999 et ses erreurs fréquentes sur les noms et adjectifs de nationalité (par exemple, le fait de désigner les Grecs par l'adjectif désuet « Grecian » au lieu du terme de rigueur « Greek »). Mais ces bévues n'ont pas provoqué de baisse immédiate ni marquée de sa cote de popularité dans les sondages. A l'époque, les Américains ne s'intéressaient pas trop à la campagne électorale et, de toutes façons, ils savent faire la part des choses entre

⁵ The Gallup Poll Monthly, mai 2000, p. 11

⁶ Ibid.

⁷ Le 19 novembre 1999, le « Washington Post » a révélé qu'un conseiller de M. Bush, M. Dov Zakheim, était contre la mise en route d'une action militaire pour mettre fin à l'épuration ethnique qui sévissait au Kosovo, alors que M. Paul Wolfowitz y était favorable, d'où l'indécision de M. Bush sur la question.

⁸ Ronald Brownstein, « Crisis in Kosovo Gives McCain's Presidential Bid a Boost », *Los Angeles Times*, 22 avril 1999, p. 8 ; Gallup Polls mars-mai, 1999.

la maîtrise des points de détail et la question du jugement de l'individu. En revanche, le comportement défensif de M. Bush au moment de son « interrogation-surprise » et le rappel de ses erreurs sur les noms et adjectifs de nationalité ont fait couler beaucoup d'encre et attaqué la confiance du public dans son niveau de connaissances sur les affaires étrangères. Une recherche faite à l'aide de la banque de données Lexis-Nexis d'articles de journaux, avec les mots clés « Bush » et « interro », a fait apparaître la liste de 96 articles rien que dans la semaine qui a suivi son petit test de connaissances et de 236 articles entre son interrogation à brûle-pourpoint et la fin décembre 1999. Une autre recherche, à l'aide de la même banque de données, a produit une liste de 91 articles de journaux, publiés entre septembre 1999 et la mi-septembre 2000, qui contenaient les mots « Bush » et « Grecian », et à la fin de cette période on continuait de trouver un ou deux articles par semaine dans lesquels figuraient ces deux mots. Dans le même temps, les sondages d'opinion qui mesuraient la confiance du public dans la capacité de M. Bush à « bien gérer » la politique étrangère révélaient que 55 pour cent des personnes interrogées lui accordaient leur soutien à la mi-janvier 2000, alors qu'elles étaient 61 pour cent à le faire à la mi-septembre 1999. Selon un sondage effectué en décembre 1999, 58 pour cent des Américains estimaient que M. Gore était suffisamment informé sur la politique étrangère pour faire un bon président, tandis que M. Bush ne recueillait le soutien que de 44 pour cent d'entre eux. En revanche, en matière de politique économique et de politique relative à l'éducation, les deux candidats se talonnaient, l'écart entre eux n'étant que de 1 à 2 pour cent. L'écart entre MM. Bush et Gore sur le plan de la maîtrise des affaires étrangères telle qu'elle était perçue par l'opinion publique s'est maintenu pendant tout le printemps, et les Américains donnaient au vice-président un avantage de cinq à six points de pourcentage dans deux domaines, celui de « la capacité à comprendre des questions complexes » et du fait de « posséder les connaissances nécessaires pour être président ».

LE REVIREMENT DE M. GORE DANS L'AFFAIRE ELIAN GONZALEZ

M. Gore a fait un faux pas qui a terni son image de marque en politique étrangère lorsqu'il s'est subitement rallié, fin mars, à une proposition de loi visant à accorder le statut de résident permanent au jeune Elian Gonzalez, le petit Cubain rescapé de justesse quand son bateau a fait naufrage, ainsi qu'à son père et à d'autres membres de sa famille. Cette position s'inscrivait en faux contre les vœux de la forte majorité des Américains, qui estimaient qu'Elian devait être rendu à son père, lequel tenait absolument à regagner Cuba. Fait plus important encore et qui a des parallèles avec la situation dans laquelle s'était trouvé M. Hart en 1984 lorsqu'il avait changé d'avis sur le statut de Jérusalem, la décision prise par M. Gore a fait craindre que le candidat démocrate ne se soit laissé indûment influencer par un groupe d'intérêt (en l'occurrence les Américains d'origine cubaine, établis principalement en Floride). De fait, un sondage réalisé le 24 avril par le quotidien « USA Today » révélait que 25 pour cent des Américains approuvaient la façon dont M. Gore traitait le dossier d'Elian, mais qu'ils étaient 37 pour cent à désapprouver ses actions et, entre le 30 mars et le 7 avril, il ne recevait plus que 41 pour cent des intentions de vote, contre 45 pour cent précédemment, selon les sondages réalisés auprès d'électeurs susceptibles de voter.

Contrairement aux bévues du candidat républicain, le faux pas de M. Gore ne semble pas lui avoir nui de manière durable auprès du public. Etant donné que M. Gore est connu du grand public depuis plus longtemps que M. Bush, son prestige ne risque pas d'être aussi affecté par une seule question de politique ou une seule erreur supposée. En outre, étant donné que le public le voit de plus en plus comme un candidat à la présidence et de moins en moins comme le vice-président, les sondages montrent qu'il est perçu comme un meneur d'hommes fort et indépendant, capable de mettre l'intérêt national au-dessus du sien ; la cote de M. Gore a considérablement monté depuis qu'il a prononcé son discours d'investiture et elle se maintient à un niveau plus élevé qu'au printemps.

CONCLUSIONS

Malgré la faible importance que le public attache à la politique étrangère et le fait que les différences à cet égard entre les partis démocrate et républicain s'estompent depuis la fin de la guerre froide, les électeurs tiennent compte du sens des valeurs des candidats à la présidence, de leur compétence et de leur aptitude à gérer les crises dans le domaine de la politique étrangère. Dans ce contexte, la moindre bévue peut prendre des proportions démesurées. Les erreurs de cette nature ne pèsent pas nécessairement plus lourd

dans la balance que les positions des candidats ou les faux pas en politique intérieure, mais elles peuvent avoir un effet déterminant dans une élection aussi serrée que celle de l'an 2000. Toute erreur que pourraient commettre avant les élections l'un ou l'autre candidat lors d'un débat, dans une déclaration ou face à une crise prendrait une dimension nettement supérieure à ce que l'on a vu au début de la campagne, quand les électeurs étaient somme toute moins attentifs. A ce jour, c'est M. Gore qui détient l'avantage en matière de politique étrangère. Reste à savoir si ce sera toujours le cas le jour de l'élection. ●

LA COUVERTURE MEDIATIQUE DES QUESTIONS DE POLITIQUE ETRANGERE DURANT LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE DE L'AN 2000

Wesley Pippert

Directeur du programme de l'Ecole de journalisme de l'université du Missouri consacré à Washington



La couverture des questions de politique étrangère par la presse durant une campagne présidentielle est importante, non pas parce qu'elle peut influencer la façon dont les Américains voteront, mais parce qu'elle sert « à informer l'opinion et aide à établir l'ordre du jour des débats publics », déclare Wesley Pippert, directeur du programme de l'Ecole de journalisme de l'université du Missouri consacré à Washington. M. Pippert a été journaliste à l'agence United Press International pendant près de 30 ans, dont trois années passées au Proche-Orient. Il est clair, selon lui, que dans la campagne électorale de 2000, les candidats et les médias devraient prêter davantage d'attention à la scène internationale.

La presse n'a couvert que sommairement les questions de politique étrangère depuis le début de la campagne électorale. Les candidats eux-mêmes sont en partie responsables de cette carence, mais les médias ne les ont guère incités à en parler.

Il y a trois façons dont certains dossiers obtiennent de la publicité pendant les campagnes électorales. Premièrement, les candidats publient des notes d'information sur toute une gamme de questions, bien que ces documents risquent de recevoir peu d'attention des médias, sauf sur les sujets brûlants. Deuxièmement, un candidat peut saisir une occasion de discuter en profondeur d'une question controversée, suscitant ainsi l'intérêt des médias. Cependant, c'est probablement en se basant sur les déclarations spontanées d'un candidat dans une réunion publique, une conférence de presse ou des débats, que le public se fait la meilleure idée de la compétence de ce dernier en politique étrangère.

La couverture médiatique des campagnes est importante, non pas pour influencer la façon dont les électeurs voteront, car l'idée que se fait le public de l'ascendant de la presse est davantage un mythe qu'une réalité, mais pour éclairer l'opinion et aider à établir l'ordre du jour des débats publics. C'est pourquoi quand cette couverture est fragmentaire ou partielle, les électeurs fondent leur suffrage sur des connaissances limitées ou s'abstiennent purement et simplement de voter.

Dans la campagne présidentielle en cours, en dehors des questions controversées, les reportages approfondis sur le programme de politique étrangère des candidats ont été l'exception plutôt que la règle. Dans l'un des rares programmes de télévision à s'être concentrés sur ce sujet, le Cable News Network (CNN) a consacré une partie de son bulletin d'information du 18 août aux questions de politique étrangère traitées dans la campagne. Il attirait l'attention des téléspectateurs sur le fait que, durant leur convention nationale, les républicains avaient réservé toute une soirée aux questions internationales alors que, pendant la leur, les démocrates les avaient à peine abordées. Il citait la déclaration de Jim Sasser, ancien sénateur démocrate du Tennessee qui a également été ambassadeur des Etats-Unis en Chine, selon laquelle les électeurs américains basent rarement leur suffrage sur les questions internationales, sauf en période de guerre ou de crise.

Le point de vue de M. Sasser est confirmé par la place accordée à la politique étrangère par la presse lors de plusieurs campagnes précédentes – la campagne présidentielle de 1960 mettant aux prises Kennedy et Nixon, durant laquelle les petites îles asiatiques de Quemoy et Matsu firent l'objet d'une vive controverse; celle de 1964 opposant Johnson à Goldwater et dans laquelle l'engagement des Etats-Unis au Viêt Nam avait dominé l'actualité; et la campagne de 1980 opposant Carter à Reagan, qui avait été marquée par la crise des otages américains en Iran.

En plus du programme de CNN, il y a évidemment eu quelques autres exceptions. Le «New York Times», dans son éditorial du 7 août, déclarait qu'il existait des «différences nettes et importantes» entre le vice-président Al Gore et le gouverneur George W. Bush en politique étrangère. Dans son grand éditorial du 1^{er} septembre, le «Washington Post» écrivait: «Il est encourageant de voir la campagne électorale s'orienter vers un débat sur la politique étrangère, l'état de préparation des forces américaines et le rôle des Etats-Unis dans le monde. Ce sont des questions qui ont reçu trop peu d'attention jusqu'à maintenant.» Mais avec la fin de la guerre froide et étant donné qu'aucun conflit ne couve entre les superpuissances, les candidats et les médias prêtent généralement peu d'attention à la politique étrangère.

En prévision du présent article, j'ai passé en revue la période allant de la rupture des pourparlers de paix sur le Proche-Orient tenus fin juillet à Camp David, à la Fête du travail, (célébrée le premier lundi de septembre aux Etats-Unis). Me basant sur les archives de l'université Vanderbilt sur l'actualité, j'ai analysé la mesure dans laquelle les questions de politique étrangère avaient été couvertes pendant cette période par le «New York Times» et le «Washington Post», les trois magazines hebdomadaires d'actualité, et les journaux du soir des quatre principales chaînes de télévision, y compris la célèbre émission «Nightline» d'ABC. Il ressort de cette analyse que, de toutes les chaînes de télévision, c'est CNN qui a traité le plus de nouvelles internationales, et de loin, durant cette période, bien que ses journalistes n'aient obtenu que peu de commentaires de MM. Gore et Bush sur ces questions. Dans la presse écrite, c'est l'Associated Press qui a couvert le plus largement la scène internationale.

C'est à dessein que j'avais choisi cette période. En règle générale, les mois de juillet et d'août défraient peu la chronique à Washington, mais ce ne fut pas le cas en 2000. Les pourparlers de Camp David étaient en cours; les partis républicain et démocrate tenaient leur convention nationale en août, et la Fête du travail marque traditionnellement le début de la campagne présidentielle aux Etats-Unis. Cette période fournissait donc aux médias comme aux candidats maintes occasions de discuter de politique étrangère.

Or cette dernière a rarement fait l'objet de discussions

approfondies et on a peu mentionné son importance. Ce n'est qu'occasionnellement, et généralement de façon épisodique, que les médias ont discuté des qualifications et des vues des candidats dans ce domaine.

Les occasions ne manquèrent pourtant pas. Plusieurs événements exigeaient des médias qu'ils interrogent MM. Bush et Gore sur leurs positions respectives.

Les pourparlers de Camp David sur l'avenir du Proche-Orient, dont le prochain président devra certainement continuer à s'occuper, ont été rompus durant la semaine du 23 juillet. A la suite de cet échec, les Israéliens et les Palestiniens se sont mutuellement accusés de porter la responsabilité de cette rupture; le président Clinton a fait l'éloge du premier ministre Ehoud Barak et laissé entendre qu'il serait peut-être favorable au transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel Aviv à Jérusalem. Le «New York Times», le «Washington Post», les chaînes de télévision et les magazines d'actualité ont consacré de nombreux articles à ces questions fin juillet et tout au long du mois d'août. Mais à aucun moment la presse n'a obtenu de MM. Bush et Gore leurs vues sur les pourparlers de Camp David ou les tensions ultérieures, ou sur la façon dont ils auraient géré la situation. Par la suite, seule l'Associated Press a comparé les positions des deux candidats sur le Proche-Orient (dans une dépêche du 6 septembre), y compris leurs vues sur les pourparlers de paix, la situation au Liban et en Syrie et le transfert éventuel de l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem.

C'est pendant la semaine où les pourparlers de Camp David ont été rompus que George W. Bush a choisi Richard Cheney comme colistier. Ce dernier, ainsi que le général en retraite Colin Powell et l'ancienne doyenne de l'université de Stanford Condoleezza Rice, principale conseillère de M. Bush pour les questions internationales, ont prononcé des discours de politique étrangère durant la convention républicaine. C'était une occasion rêvée d'apprendre comment ces trois personnes, qui seraient vraisemblablement les plus proches conseillers de George W. Bush s'il était élu, parleraient des événements mondiaux. Dix ans plus tôt, Richard Cheney avait été ministre de la défense durant la guerre du Golfe et Colin Powell chef de l'état-major interarmées. On pense généralement que s'il accède à la Maison-Blanche, George W. Bush nommera Colin

Powell au poste de secrétaire d'Etat et Mme Rice à celui de conseiller présidentiel pour la sécurité nationale.

Une fois de plus, cependant, la couverture médiatique a été sporadique. Plusieurs médias ont fait brièvement état du fait qu'en 1986, Richard Cheney avait voté contre les sanctions prises contre le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Dans son numéro du 7 août, l'hebdomadaire « Newsweek » consacrait trois longs articles à M. Cheney et faisait notamment référence à « sa vive opposition aux sanctions américaines contre l'Iran », ainsi qu'à son opposition antérieure aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. En ce qui concerne Colin Powell et Mme Rice, l'article mettait l'accent, non pas sur leurs opinions politiques, mais sur le fait qu'ils étaient tous les deux afro-américains. Dans un article du 2 août, le « New York Times » notait : « Malgré tous les éloges qu'ils ont faits des qualifications de M. Bush, (le sénateur John) McCain et Mme Rice n'ont pas dit grand chose de sa politique étrangère. » Le 14 août, l'agence Reuters a consacré une dépêche à la visite de Mme Rice en Israël après la convention, visite au cours de laquelle elle a déclaré aux Israéliens que George W. Bush suivrait l'impulsion donnée par Clinton pour promouvoir la paix au Proche-Orient. Personne, dans la presse américaine, n'a fait état de cette déclaration et personne ne s'est interrogé sur les objectifs de cette visite ou sur le moment choisi pour la faire.

La couverture du programme de politique étrangère exposé dans la plate-forme de chacun des partis a également été insignifiante. Cinq paragraphes avant la fin d'un long article sur la plate-forme republicaine, le « New York Times » signalait que les républicains accusaient le gouvernement Clinton d'avoir mal géré les crises, des Balkans au Mexique, et il publiait à bon escient la réponse du camp d'Al Gore selon laquelle le parti républicain redevenait isolationniste. Dans un unique paragraphe consacré à la politique étrangère, le « Washington Post » notait que M. Bush l'avait emporté sur les conservateurs qui pensaient que la plate-forme republicaine ne mettait pas suffisamment l'accent sur « la paix par la force ». Le 16 août, le « Post » comparait la position des deux plates-formes sur six questions clés, mais la politique étrangère ne figurait pas parmi elles. Seule l'Associated Press a confronté, dans deux dépêches, les positions respectives des deux candidats à propos du Proche-Orient et de l'Amérique latine.

Mais de nombreuses autres questions régionales, telles que les pourparlers entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, le différend entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire, la lutte contre la drogue en Colombie et la sécurité des ambassades américaines, n'ont fait l'objet d'aucun commentaire public de la part d'Al Gore ou de George W. Bush, du moins si on en juge par le silence des médias à ce sujet. Dans son éditorial du 2 août ayant pour titre « Une demi-politique étrangère », le « Washington Post » demandait : « M. Bush est-il réellement indifférent à la perspective de voir l'Inde, la Chine et la Russie connaître bientôt des taux de séropositivité approchant ceux de l'Afrique ? A-t-il un plan pour combattre le réchauffement de la planète ? » Jim Hoagland, spécialiste de la politique étrangère au « Washington Post » et l'un des rares journalistes à avoir insisté auprès de MM. Bush et Gore pour obtenir des précisions sur leurs prises de position dans ce domaine, demandait, dans sa chronique du 4 août, ce que les deux candidats feraient à propos de l'avenir des missions internationales de maintien de la paix, l'un des grands dossiers qu'aurait probablement à traiter le prochain président des Etats-Unis.

La question à laquelle les candidats ont probablement prêté le plus d'attention, durant cette période, a été l'état de préparation des forces américaines et il en sera vraisemblablement ainsi jusqu'à la fin de la campagne. Le 2 août, en acceptant l'investiture du parti républicain à la vice-présidence, Richard Cheney a accusé MM. Clinton et Gore d'avoir multiplié les engagements militaires des Etats-Unis tout en réduisant la puissance militaire américaine. George W. Bush a repris ce thème le lendemain dans son discours d'acceptation, critiquant l'état de préparation des forces américaines. Le « New York Times » et le « Washington Post » ont tous les deux couvert ces deux discours sans s'étendre plus que les candidats eux-mêmes sur la question.

L'une des controverses les plus vives entre les candidats en matière de politique étrangère a surgi fin août lorsque, durant sa visite aux Etats-Unis, le président-élu du Mexique, M. Vicente Fox, s'est entretenu avec Al Gore à Washington et George W. Bush au Texas. Le « Washington Post » a fait remarquer à ce propos que M. Bush recherchait le renforcement des liens avec l'Amérique latine ; Al Gore a rétorqué que le gouvernement Clinton avait signé 270 accords

commerciaux avec les pays de la région. Dans un article publié en première page du « New York Times », le 26 août, Condoleezza Rice accusait MM. Clinton et Gore de ne pas avoir exploité les progrès qui étaient en cours en Amérique latine dans les domaines de la paix, de la démocratie et du commerce en 1992, quand ils avaient été élus. Ce à quoi les collaborateurs d'Al Gore ont répondu que le gouvernement avait pris avec succès des initiatives pour mettre fin à la violence en Equateur, au Pérou et au Guatemala, et fourni une aide financière au Mexique et au Brésil durant leur crise monétaire.

Certes les questions de politique étrangère ont occasionnellement été traitées par la presse durant cette campagne présidentielle, mais il est clair que les deux candidats et les médias devraient prêter davantage d'attention à la scène internationale. Comme l'a conclu le journaliste du « Washington Post » Jim Hoagland dans sa rubrique du 13 août : « Le monde va suivre cette campagne avec intérêt et inquiétude. Les candidats et les électeurs américains doivent à leur tour prêter une plus grande attention au monde. » ●

CE QUE DISENT LES SONDAGES : LES QUESTIONS QUI INTERESSENT LES ELECTEURS AMERICAINS

*Alvin Richman, chercheur principal
Bureau de recherche, département d'Etat des Etats-Unis*

Comme il est normal en temps de paix, et en cette période de l'après-guerre froide, le public américain accorde aujourd'hui la priorité absolue à la résolution des problèmes nationaux, en particulier des questions sociales. Parallèlement, la plupart des Américains continuent de se déclarer partisans d'un engagement des Etats-Unis à l'étranger, notamment en matière de réduction de la menace des armes nucléaires, du terrorisme international et du trafic des stupéfiants. Cet appui en faveur de l'engagement international est étayé chez la plupart des Américains par la croyance que les Etats-Unis sont touchés au moins dans une certaine mesure par les conflits et les crises économiques et écologiques qui sévissent dans les autres régions du monde.

QUESTIONS DÉTERMINANTES POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La gestion de l'économie nationale et la prise en compte des questions sociales, en particulier de l'éducation, des soins médicaux et des caisses de retraite, sont classées comme des critères déterminants dans l'élection présidentielle. Selon de récents sondages (ABC/Washington Post, 4-6 septembre; Gallup, 25-26 juillet), quelque 70 à 75 % du public les jugent très importantes. Un deuxième groupe d'objectifs importants est constitué de la gestion du budget fédéral, de la politique fiscale, de la lutte contre la criminalité, du maintien de la défense nationale, de la protection de l'environnement et des affaires étrangères (questions considérées comme prioritaires par environ 55 à 65 % des électeurs). Le commerce extérieur, l'avortement, la nomination des magistrats de la Cour suprême et la réforme du financement des campagnes électorales sont considérés comme des critères moins importants dans le choix du président (environ 30 à 45 % de l'électorat considèrent cependant ces questions comme très importantes).

Les grands problèmes de politique étrangère

Les sondages sur divers points spécifiques de politique étrangère ont été rares au cours de cette campagne électorale. L'an dernier, en mars 1999, le Pew Research Center a posé la question de savoir quelle priorité (allant de la « priorité zéro » jusqu'à « la plus haute priorité ») les Etats-Unis devraient accorder à divers dossiers de politique étrangère. En tête de liste arrivaient deux cas de prolifération d'armes nucléaires (Corée du Nord et Inde/Pakistan) et la lutte contre le terrorisme international et le trafic des stupéfiants (environ 75 % des Américains estimant que ces questions relevaient de la plus haute importance). Quelque 60 % des personnes interrogées plaçaient au premier rang des priorités la protection de l'environnement mondial, la stabilité des systèmes financiers internationaux, le « délogement de Saddam Hussein de l'Irak » et une surveillance attentive du « développement de la Chine en tant que puissance mondiale ». Légèrement plus bas dans l'ordre des priorités venaient les questions commerciales, la promotion générale des droits de l'homme, la fin des conflits ethniques dans les Balkans et la facilitation des accords de paix israélo-arabes (questions considérées comme prioritaires par environ 40 % des personnes interrogées).

LE SOUTIEN À L'ENGAGEMENT DES ETATS-UNIS À L'ÉTRANGER SURVIT À LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

Environ deux tiers du public américain, à savoir une moyenne de 65 % sur deux sondages Gallup de 1999, souhaitent toujours voir les Etats-Unis « jouer un rôle actif » dans les affaires mondiales alors que 31 % estiment que le pays devrait « ne pas se mêler » des affaires internationales. La préférence pour un rôle généralement actif des Etats-Unis à l'étranger est restée relativement stable depuis que ces sondages ont commencé il y a quelque 50 ans, la proportion des partisans de

l'intervention des Etats-Unis à l'étranger variant d'un minimum d'environ 60 % à un maximum de près de 80 % (par exemple immédiatement après la guerre du Golfe). Le niveau actuel de soutien est proche de la moyenne générale des réponses recueillies dans plus de 40 sondages effectués entre 1945 et 1998 (66 %).

De même, le Pew Research Center a constaté en mars 1999 qu'une moyenne de 68 % d'Américains adoptait une position internationaliste sur trois questions, contre une moyenne de 24 % en faveur de l'isolationnisme et du non-engagement. La majorité des Américains (65 % contre 26 %) a approuvé cette déclaration : « Les Etats-Unis devraient coopérer pleinement avec les Nations unies. » L'analyse de ce sondage et d'autres enquêtes indique que la majorité des deux tiers des Américains favorables à la coopération et à un rôle actif des Etats-Unis à l'étranger s'articule en deux groupes : environ un tiers du public est en faveur d'une autorité relativement affirmée, les Etats-Unis étant la plus active des puissances mondiales, alors qu'un autre tiers environ préfère un rôle plus limité à l'étranger, les Etats-Unis partageant leur influence à part plus ou moins égale avec les autres grands pays.

Les élites américaines sont favorables à un rôle prépondérant des Etats-Unis

Pratiquement tous les dirigeants de diverses organisations gouvernementales et privées des Etats-Unis qui ont été interrogés ces dernières années se prononcent constamment en faveur d'un rôle actif des Etats-Unis dans les affaires mondiales (de 96 % à 98 % des personnes interrogées dans six sondages réalisés par Gallup pour le Chicago Council on Foreign Relations entre 1978 et 1998). D'autres sondages ont démontré qu'environ deux tiers des élites sont favorables à l'autorité des Etats-Unis à l'étranger, les Etats-Unis étant le pays le plus actif, alors qu'au sein du grand public, cette proportion n'est que d'un tiers. Les élites sont également plus disposées que le grand public à appuyer l'intervention unilatérale des Etats-Unis en cas de crise, lorsque les dirigeants jugent important d'agir mais ne jouissent pas du soutien des alliés : 44 % des élites des Etats-Unis sont favorables à une action unilatérale des Etats-Unis, si elle est nécessaire, en cas de crise, alors que 48 % s'y opposent ; au sein du grand

public, seuls 21 % appuient une telle intervention unilatérale, alors que 72 % s'y opposent (Gallup/Chicago Council, 1998).

Le soutien du public à une intervention des Etats-Unis à l'étranger est généralement plus fort lorsque la mission est décrite comme étant de nature multilatérale plutôt qu'unilatérale. Généralement, la plupart des Américains acceptent le recours unilatéral aux forces armées des Etats-Unis pour défendre les intérêts vitaux du pays ou pour organiser des actions humanitaires ou de contre-terrorisme relativement peu coûteuses. Les partisans, majoritaires, de la participation des Etats-Unis à des missions de maintien de la paix exigent toutefois dans l'ensemble que cette participation s'inscrive dans le cadre d'efforts multilatéraux.

C'est ainsi que 57 % du public estiment que les Etats-Unis devraient généralement être disposés à « faire partie des forces de maintien de la paix des Nations unies dans les régions instables du globe », alors que 20 % considèrent que « nous devrions laisser cette tâche aux autres pays ». Une importante minorité (16 %) estime que la participation des Etats-Unis devrait « dépendre des circonstances » (Gallup/Chicago Council, 1998). Le soutien à un engagement particulier des Etats-Unis dépendrait de facteurs spécifiques (tels que la nature de la menace, l'importance ou l'emplacement du pays menacé, les chances de réussite de la mission avec les moyens disponibles), ainsi que de l'existence d'une attitude générale favorable à l'engagement international des Etats-Unis.

L'interdépendance, facteur de soutien à l'intervention à l'étranger

Plus de 80 % du public estiment que les Etats-Unis sont touchés fortement (51 %) ou du moins dans une certaine mesure (36 %) par les « guerres et les troubles survenant ailleurs dans le monde », alors que seul un Américain sur dix pense que les Etats-Unis sont faiblement touchés, voire pas du tout, par de tels événements. Presque autant d'Américains considèrent que « les pratiques environnementales » (46 %) et « la situation économique » (44 %) des autres pays ont un impact sensible sur les Etats-Unis. (Aspen Institute/Belden Associates, janvier-février 2000). ●

PLATES-FORMES : COMMENT LES PARTIS DEFINISSENT LEUR ORIENTATION POLITIQUE

Ralph Dannheisser, rédacteur de la revue «Les Objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis»

Le programme politique adopté par chacun des partis lors de sa convention a toujours eu pour objectif d'exposer ses prises de position dans un langage susceptible de rallier l'adhésion de tous ses candidats dans la campagne électorale en cours.

Il est clair que ces efforts d'amalgame ne sont pas un phénomène nouveau : il y a soixante ans en effet, Wendell Wilkie, candidat républicain à la présidence en 1940, décrivait ces plates-formes comme « un tissu d'ambiguïtés ».

En dépit de ces efforts pour englober tous les points de vue, la tâche qui consiste à élaborer la plate-forme d'un parti a souvent donné lieu à des débats animés et même suscité des explosions de colère lors des conventions. Ainsi la Prohibition, c'est-à-dire l'interdiction, par le gouvernement fédéral, de la vente de boissons alcoolisées, s'avéra une question très controversée à la convention républicaine de 1932 qui avait désigné Herbert Hoover. Dans les années 1940, les affrontements relatifs aux programmes de droits civiques amenèrent certains participants à quitter la convention démocrate.

Mais étant donné que les conventions comportent de moins en moins de séances de travail et servent plutôt de tribune aux candidats pour présenter leurs vues et rechercher les suffrages des téléspectateurs aux heures de grande écoute, on a noté une absence manifeste de tels troubles ces derniers temps. Une fois de plus cette année, la rédaction des programmes politiques et le choix des candidats des partis à la présidence et à la vice-présidence avaient eu lieu avant que les délégués ne s'assemblent à leurs conventions respectives : les républicains à Philadelphie et les démocrates à Los Angeles, et ces plates-formes avaient été habilement conçues pour refléter le minimum de dissensions et le maximum d'harmonie au sein de chaque parti.

C'est donc sans la moindre objection, la moindre

contestation ou la moindre fanfare que les plates-formes ont été approuvées par les délégués.

Les spécialistes ne sont pas toujours d'accord sur l'importance des plates-formes politiques. Certains observateurs considèrent qu'elles n'ont aucune raison d'être. Ce point de vue a d'ailleurs été adopté par certains responsables politiques. En effet, en 1996, le candidat républicain Bob Dole avait déclaré qu'il ne se sentait pas lié par le programme politique de son parti, ajoutant : « Je suis sans doute d'accord avec la majeure partie de son contenu, mais je ne l'ai pas lu. »

Cependant, un grand spécialiste des élections, M. Gerald Pomper de l'université Rutgers, ne partage pas du tout cet avis. Un récent article du « Los Angeles Times » citait les propos suivants de M. Pomper : « Les plates-formes résument les principes du parti. En outre, dans la mesure où elles envisagent l'avenir, elles représentent également les objectifs du parti pour le futur. Et lorsqu'un parti arrive au pouvoir, il applique une grande partie de sa plate-forme. » M. Pomper affirme que les recherches qu'il a effectuées sur les élections de 1944 à 1996 permettent de conclure que le parti vainqueur applique près de 70 % des programmes énoncés dans sa plate-forme. « La plate-forme revêt donc une grande importance », a déclaré M. Pomper au « Times ».

Cette année encore, les deux partis accordent une place importante à la politique étrangère, la plate-forme républicaine consacrant un texte deux fois plus long à cette question que la plate-forme démocrate.

Quelle est, cette année, la substance de ces plates-formes ?

Utilisant une tactique qui a fait ses preuves, le parti du président sortant – dans le cas présent les démocrates – souligne avec fierté ses réalisations passées tandis que le parti adverse « considère avec inquiétude » ce qu'il décrit

comme une dégradation de la situation depuis qu'il a perdu le pouvoir.

Sur un point important, toutefois, le programme républicain de politique étrangère cadre avec la version démocrate : si les deux documents mettent principalement l'accent sur les questions de politique intérieure, tous les deux estiment cependant que les Etats-Unis ont un rôle vital à jouer sur la scène internationale.

Les républicains entament leur chapitre sur la politique étrangère avec une citation optimiste de leur candidat à la présidence : « Rejetons les œillères de l'isolationnisme tout en refusant d'arborer la couronne impériale. Ne dominons pas les autres pays avec notre puissance, ne les trahissons pas par notre indifférence. Appliquons une politique étrangère qui reflète le caractère américain, la modestie d'une vraie puissance, l'humilité d'une vraie grandeur. Tel est le véritable sentiment de l'Amérique. Et c'est cet esprit qui guidera mon gouvernement. »

Avant d'aborder un certain nombre de sujets précis, les auteurs de la plate-forme républicaine font suivre la citation de M. Bush d'une déclaration optimiste fondée sur la conviction que « le XXI^e siècle commence avec une promesse unique pour les Etats-Unis » et qu' « au fil de l'histoire, peu de pays se sont vu offrir une telle occasion d'influencer l'avenir [...] les Etats-Unis peuvent contribuer à façonner les idéaux internationaux et les institutions mondiales pendant des décennies. »

De son côté, le programme de politique étrangère du parti démocrate cite ce qu'il considère comme les accomplissements du gouvernement Clinton en faveur de la promotion de la démocratie à travers le monde, du Kosovo au Proche-Orient en passant par Haïti et l'Irlande du Nord, signalant également les efforts déployés pour réduire les arsenaux nucléaires de la Russie et élargir l'OTAN.

« Toutefois, ce n'est pas le moment de faire retentir les trompettes du triomphe. A la suite de la guerre froide, les Etats-Unis sont entrés dans un nouvel âge mondial qui a modifié les défis à relever en matière de sécurité et créé des problèmes tout à fait nouveaux. De nos jours, que ce soit en bien ou en mal, notre destin et le destin de milliards de personnes dans le monde entier sont de

plus en plus dépendants et nos problèmes nationaux et internationaux sont liés comme jamais auparavant. »

« Le parti démocrate se rend compte que la mondialisation continuera de déterminer notre avenir. Nous sommes aussi convaincus que les Etats-Unis ont les moyens et l'obligation d'influencer la mondialisation de sorte qu'elle traduise les besoins et les valeurs du peuple américain. »

Nous donnons ci-après d'autres points saillants des plates-formes des deux partis se rapportant aux affaires internationales :

RÉPUBLICAINS

Fidèle à l'approche qui consiste, pour le parti qui cherche à regagner le pouvoir, à « envisager avec inquiétude » la situation, le chapitre de quelque 11 000 mots que la plate-forme républicaine consacre à la politique étrangère sous le titre « Une influence américaine fondée sur des principes élevés » fait suivre l'optimisme de son entrée en matière d'une condamnation en bloc de la politique du gouvernement démocrate sortant.

« Au cours des huit dernières années, le gouvernement Clinton a laissé passer les chances offertes aux Etats-Unis par le courage et les sacrifices des générations précédentes », commence ce procès.

Reprenant un thème traité tout au long de la campagne électorale par les candidats républicains, la plate-forme accuse le gouvernement actuel d'avoir compromis la défense des Etats-Unis au cours de cette décennie « en raison de l'insuffisance des ressources, de l'imprudence des engagements pris et de l'absence d'une stratégie militaire tournée vers l'avenir ». Pendant ce temps, selon les républicains, « l'arrogance, l'inconséquence et le manque de fiabilité de la diplomatie gouvernementale ont sapé les alliances des Etats-Unis, aliéné nos amis et encouragé nos adversaires ».

Et que doit-on faire pour remédier à cette situation ? « Un président républicain identifiera et favorisera les intérêts nationaux des Etats-Unis. Sous sa direction, les Etats-Unis établiront et renforceront la paix. Les républicains savent ce qu'il faut faire pour y parvenir : des forces militaires puissantes, de fortes alliances, l'expansion du

commerce et une diplomatie musclée.» En ce qui concerne la défense en particulier, les républicains se proposent de rétablir l'état de préparation militaire «compromis» par les démocrates «tout en transformant les moyens de défense des Etats-Unis pour les adapter à l'âge de l'information et veiller à ce que les forces armées américaines conservent leur supériorité face aux nouveaux dangers» qui pèsent sur le pays.

Quant à la menace posée par les missiles balistiques «les Etats-Unis doivent déployer un système efficace de défense contre les missiles, en s'appuyant sur l'évaluation des meilleures options à leur disposition, y compris en mer, et ce dans les meilleurs délais». Et le document signale qu'un gouvernement Bush «chercherait à obtenir un changement négocié du Traité ABM sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles de façon à permettre aux Etats-Unis d'avoir recours à toutes les techniques et à toutes les expériences nécessaires pour déployer de solides moyens de défense reposant sur les missiles puissants».

Le programme républicain exprime de nouveau l'opposition du parti républicain au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qu'elle qualifie d'«anachronisme relevant d'une pensée stratégique obsolète», traité qui n'est «ni vérifiable, ni applicable et qui ne permettrait pas aux Etats-Unis d'assurer la fiabilité de leur force de dissuasion nucléaire».

Passant aux questions économiques, les auteurs de la plate-forme s'engagent à appliquer une politique commerciale basée sur l'ouverture des marchés mondiaux, politique «qui incitera les gouvernements à encourager les initiatives privées au lieu de les bloquer». Ils recommandent que les institutions financières internationales existantes comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale opèrent des réformes pour redéfinir leur mission, mais ne souhaitent pas qu'on les supprime.

La plate-forme aborde ensuite les questions de politique étrangère par région, à commencer par ce qu'elle appelle «le voisinage des Etats-Unis», promettant des relations étroites avec les principales démocraties, notamment l'Argentine, le Brésil, le Chili «et principalement le Mexique». Les relations avec Cuba, en revanche, ne seront développées que lorsque le gouvernement de ce pays aura rétabli les libertés civiles; en attendant, les

républicains promettent «un soutien américain actif aux dissidents cubains».

Dans le Pacifique, les républicains préconisent un renforcement de l'alliance avec le Japon, des mesures pour décourager l'agression dans la péninsule coréenne, la promotion de la paix dans le détroit de Taiwan et un effort «pour obtenir le rapport le plus complet possible sur les prisonniers de guerre et portés disparus dans les guerres du Pacifique». Un gouvernement républicain, déclarent-ils, «comprendrait l'importance de la Chine sans pour autant la placer au centre de sa politique asiatique».

Pour les auteurs du programme politique républicain, la sécurité des Etats-Unis est «inséparable de celle de l'Europe» et ils préconisent «une Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord forte, cohésive et active» au sein de laquelle les alliés européens assumeront une plus grande part du fardeau. L'élargissement de l'OTAN devrait se poursuivre et «on ne devrait pas donner à la Russie le droit de veto sur cette question».

En ce qui concerne le Proche-Orient, les républicains se fixent quatre priorités: «Premièrement, nous devons nous efforcer de promouvoir la paix et de la maintenir dans l'ensemble de la région. Deuxièmement, nous devons veiller à ce qu'Israël continue de vivre dans la sûreté et la sécurité. Troisièmement, nous devons protéger nos intérêts économiques et garantir un acheminement fiable du pétrole dans le golfe Persique. Quatrièmement, enfin, nous devons atténuer la menace que posent les armes de destruction massive dans la région.»

Déclarant que «nulle part, sans doute, le legs du gouvernement républicain n'a été aussi gravement dissipé qu'en ce qui concerne l'Irak», le document promet qu'«un nouveau gouvernement républicain rebâtera patiemment une coalition internationale hostile à Saddam Hussein et déterminée à lui opposer un front commun».

La plate-forme promet que «les républicains ne négligeront pas les difficultés de l'Afrique», et prévoit des efforts pour «promouvoir la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques [...] ainsi que la prévention et le règlement des conflits». Les républicains s'efforceraient d'aider le continent à réaliser son

potentiel économique « en mettant en œuvre des mesures de réduction des barrières commerciales ».

En ce qui concerne les Nations unies, les républicains expriment leur intention de continuer à participer à l'Organisation, tout en émettant une série de réserves : « [...] les soldats américains ne devront jamais être placés sous le commandement de l'ONU et ils ne devront jamais non plus être soumis à la juridiction du Tribunal pénal international ». En outre, les Etats-Unis « paieront à l'ONU une part équitable, mais non disproportionnée, de contributions, quand celle-ci aura réformé sa gestion et pris les mesures voulues pour éliminer la gabegie, la fraude et les abus » et « ils ne financeront pas des organisations favorables à l'avortement ».

Dans un chapitre consacré au terrorisme, à la criminalité internationale et aux menaces pesant sur le cyberspace, les auteurs de la plate-forme déclarent que « nulle part le gouvernement n'a fait preuve d'autant de pusillanimité que dans la protection des intérêts nationaux des Etats-Unis dans le cyberspace ». Un gouvernement républicain « collaborerait étroitement avec nos partenaires internationaux et avec le secteur privé pour réduire la vulnérabilité des Etats-Unis aux multiples menaces qui pèsent sur le cyberspace, de l'adolescent qui déclenche un virus informatique contagieux aux menaces les plus avancées de la guerre stratégique de l'information ».

DÉMOCRATES

Alors que la plate-forme républicaine est divisée principalement en zones géographiques, la version démocrate procède par thèmes. Elle détaille les idées et propositions du parti dans huit domaines précis : la paix, la neutralisation des forces qui causent le chaos et l'instabilité, la transformation de l'appareil militaire, la « fermeture des portes de la guerre », l'établissement de rapports avec les anciens ennemis, le renforcement des alliances existantes, la prévention de nouvelles menaces physiques et l'exploitation des occasions qui se présentent.

Son objectif est double : louer la politique étrangère du président Clinton qui, affirment les démocrates, « a donné la paix et la sécurité aux Américains et à des millions de gens épris de paix à travers le monde », et affirmer qu'un gouvernement Gore-Lieberman

continuerait à agir sur la lancée du gouvernement Clinton-Gore.

Le chapitre intitulé « La paix » recommande l'application d'une nouvelle stratégie d'« engagement prévoyant » pour guider notre conduite à travers le monde, précisant que cette stratégie consiste à s'attaquer à un problème « dès son apparition, aussi près que possible de sa source, avant qu'il ne dégénère en crise, en disposant des forces et des moyens nécessaires pour faire face à ces menaces dès qu'elles commencent à se manifester ».

« L'engagement prévoyant signifie que nous utiliserons les trois grandes sources de la puissance américaine, à savoir la force militaire, une économie dynamique et en expansion, et un régime politique libre et démocratique, pour promouvoir nos objectifs dans le monde entier. »

Rejetant ce qu'ils décrivent comme la philosophie républicaine selon laquelle « les Etats-Unis devraient se détourner du monde et s'abstenir de recourir à leurs forces armées dans le cadre de solutions internationales, même quand des conflits régionaux menacent nos intérêts et nos valeurs », les démocrates préconisent au contraire un engagement de vaste portée dans les affaires mondiales, engagement qui consisterait à « s'attaquer de front aux nouveaux problèmes que sont la criminalité et le terrorisme internationaux, la dégradation de l'environnement et les pandémies ».

Abordant ce qu'elle appelle « les forces responsables du chaos et de l'instabilité », la plate-forme démocrate se concentre sur trois questions : la dégradation du système écologique mondial, les épidémies ainsi que le crime organisé et le trafic des stupéfiants. A propos de l'écologie, la plate-forme recommande la ratification par les Etats-Unis du protocole de Kyoto négocié en 1997 et qui prévoit un ensemble de mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre « de façon efficace sur le plan écologique et judicieuse sur le plan économique ». En ce qui concerne les pandémies de maladies infectieuses, elle demande aux Etats-Unis d'élaborer une série de programmes de lutte contre le sida « dans le cadre d'une campagne mondiale visant à déjouer cette menace ». Quant à la guerre contre les drogues illicites, elle préconise une approche qui allie l'interdiction et les poursuites judiciaires à « un important investissement dans les récoltes de substitution qui permettrait aux agriculteurs des pays

producteurs de drogue d'assurer leur subsistance».

En contraste très net avec les républicains, les démocrates affirment que les Etats-Unis possèdent actuellement «les forces combattantes les mieux entraînées, les mieux équipées, les plus compétentes et les mieux préparées» du monde et que le gouvernement Clinton «a mis fin au déclin des budgets de la défense qui avait commencé sous le président Bush». Ils préconisent de nouvelles augmentations de la solde et des avantages des militaires américains.

Le chapitre intitulé «Fermer les portes de la guerre» énumère les initiatives prises par le gouvernement Clinton pour instaurer la paix entre Israël d'une part et la Jordanie et les Palestiniens d'autre part; entre les parties rivales en Irlande du Nord; en Grèce et en Turquie; en Arménie et en Azerbaïdjan; au Pérou et en Equateur; entre les parties belligérantes au Guatemala et dans plusieurs pays africains. Il cite ses démarches de maintien de la paix dans les conflits entre la Corée du Nord et la Corée du Sud et entre la Chine et Taiwan, et promet de poursuivre vigoureusement les efforts d'apaisement des tensions entre l'Inde et le Pakistan.

Dans les Balkans, «le gouvernement Clinton-Gore a mis fin à l'épuration ethnique en Bosnie et au Kosovo» grâce au recours à la force militaire et à la diplomatie. Les auteurs de la plate-forme accusent le parti républicain, «qui s'était d'abord opposé aux efforts du gouvernement pour rétablir la paix dans la région, d'entraver à présent ses initiatives pour reconstruire ces sociétés bouleversées».

Dans le chapitre intitulé «Tendre la main à d'anciens ennemis», les démocrates s'engagent à poursuivre leurs efforts pour établir de nouvelles relations avec la Fédération de Russie et avec la Chine, efforts qui, disent-ils, «se sont continuellement heurtés à toutes les formes possibles de harcèlement et d'opposition de la part des républicains».

Quant au «Renforcement des alliances existantes», la plate-forme déclare que la sécurité et la stabilité de l'Europe revêtent une importance primordiale pour la sécurité nationale des Etats-Unis et elle promet le maintien du partenariat avec l'Union européenne et des

mesures visant à renforcer encore l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord «ce qui affermera la stabilité et encouragera la prospérité et la démocratie dans toute l'Europe». Un gouvernement Gore envisagerait favorablement l'élargissement de l'OTAN, indique-t-elle, ainsi que le renforcement des alliances avec le Japon et la Corée du Sud et avec les pays d'Amérique latine.

Le chapitre intitulé «Déjouer les nouvelles menaces physiques» préconise le renforcement des moyens de défense contre la prolifération des armes classiques et non conventionnelles et promet qu'un président Gore soumettrait de nouveau promptement au Sénat, pour ratification, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires que ce dernier avait précédemment rejeté. Les démocrates s'engagent à continuer de faire preuve de vigilance à l'égard de l'Iran et de l'Irak et à poursuivre une étroite coopération avec Israël en faveur du développement et du déploiement de nouveaux systèmes d'armement.

Les démocrates rejettent les efforts poursuivis par les républicains pour créer un «système de défense antimissiles qui n'a pas fait ses preuves, qui est coûteux et mal conçu et qui nous plongerait dans une nouvelle course aux armements», affirmant que tout dispositif de ce genre doit être compatible avec le Traité sur les missiles antibalistiques. Ils sont en faveur d'efforts intensifs pour combattre le terrorisme, qu'il soit financé par des pays ou par des individus fanatiques, «tout en veillant à assurer la protection des libertés civiques de tous les Américains».

Le dernier chapitre, intitulé «Saisir les occasions qui se présentent», précise que l'Amérique latine et les Caraïbes sont «au centre de nos initiatives pour encourager le développement économique, la stabilité et la prospérité». Mais des efforts soutenus sont également nécessaires en Asie, au Proche-Orient et en Afrique «où la prospérité et la paix [...] ne seront possibles que lorsque ces régions seront pleinement intégrées à l'économie mondiale». Afin de combler le fossé grandissant entre pays pauvres et pays riches, notent les auteurs de la plate-forme, M. Gore et les démocrates «soutiennent l'annulation de la dette des pays les plus pauvres de la planète». ●

LA CHINE ET LA RUSSIE : DEUX PUISSANCES EN TRANSITION

George W. Bush
Candidat républicain à la présidence

Deux des principales puissances eurasiennes, la Chine et la Russie, sont « des puissances en transition et il est difficile de connaître leurs intentions alors qu'elles ignorent elles-mêmes ce que l'avenir leur réserve », estime le gouverneur George Bush. Dans le discours de politique étrangère le plus notoire de sa campagne, prononcé le 19 novembre 1999 devant un auditoire assemblé à la Bibliothèque présidentielle Ronald Reagan située à Simi Valley (Californie), M. Bush a notamment déclaré : « Si la Chine et la Russie deviennent les amies des Etats-Unis, cette amitié stabilisera le monde. Sinon, la paix que nous recherchons risque de nous échapper. » Nous donnons ci-après des extraits de ce discours. (Le texte intégral de ce discours est disponible, en anglais, sur le site Internet Bush-Cheney à l'adresse suivante :

<http://www.georgewbush.com/News.asp?FormMode=SP>

DÉFENSE

Malgré la fierté que nous inspire cette époque si riche de possibilités, les Etats-Unis ont des ennemis acharnés qui abhorrent leurs valeurs et envient leur succès – les terroristes, les syndicats du crime, les cartels de la drogue et les dictateurs déséquilibrés. L'empire du mal a disparu, mais le malin rode toujours.

Nous devons protéger notre pays et nos alliés des missiles, du terrorisme et du chantage. Nous devons rétablir le moral de nos forces armées – un moral sapé par l'insuffisance des ressources et la multiplication des missions – grâce à l'amélioration de leur entraînement, de leur traitement et de leur solde. Et nous devons maîtriser la nouvelle technologie de la guerre, afin d'étendre notre influence non seulement dans le monde, mais aussi dans le temps.

Pour assurer la défense de notre pays, un président doit faire preuve d'un réalisme éclairé. Les sourires et les moues de la diplomatie n'ont qu'un effet limité. Ce n'est pas avec de sévères notes de protestation qu'on arrête les armées et les missiles, mais en recourant à la force, à la détermination et à la promesse d'un prompt châtement.

LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME

La puissance ne se mesure pas uniquement à la force militaire. Le réalisme doit réserver une place à la force de caractère, car c'est cette dernière qui a fait trembler les dictateurs et tomber les empires. Et elle nous a légué

un palmarès du courage et de l'idéalisme : Chtaransky, Havel, Walesa, Mandela. La force la plus puissante du monde n'est ni une arme ni un pays mais une vérité, à savoir que nous sommes des êtres dotés d'une conscience et que la liberté est « le droit pour l'âme de respirer ».

Durant les jours funestes de 1941, alors que l'histoire moderne connaissait ses heures les plus sombres, il ne restait qu'une douzaine de démocraties sur notre planète. A l'aube de ce nouveau siècle, on en compte près de cent vingt. Les événements évoluent dans une direction déterminée, reflétant la tendance de notre époque. « Soyez-en sûr, affirmait Edmund Burke, les gens épris de liberté seront libres. » Les Américains chérissent cette liberté, mais ils n'en ont pas l'exclusivité. Nous apprécions les élégantes structures de notre démocratie, mais comprenons que d'autres sociétés adoptent une architecture différente de la nôtre. Nous proposons nos principes, mais ne devons pas imposer notre culture.

LE RÔLE DES ETATS-UNIS DANS LE MONDE

Les Etats-Unis ont un rôle à jouer dans le monde. Mais cela ne signifie pas que nos forces militaires doivent réagir à toutes les crises de politique étrangère et se substituer à la stratégie. L'internationalisme américain ne devrait pas signifier des interventions sans objectif, des activités sans priorités et des missions sans fin car une telle approche éroderait la volonté du peuple américain et saperait son énergie.

La politique étrangère des Etats-Unis ne doit pas se

limiter à la gestion des crises. Elle doit être guidée par un noble objectif: profiter de cette période d'influence américaine pour instaurer la paix démocratique pour les générations à venir.

On y parviendra en se concentrant sur des intérêts nationaux durables. Et ces intérêts sont mes priorités. Un président américain doit coopérer avec nos puissants alliés démocratiques d'Europe et d'Asie pour favoriser la paix. Il doit promouvoir un hémisphère occidental pleinement démocratique, uni par le libre-échange. Il doit défendre les intérêts des Etats-Unis dans le golfe Persique et faire progresser la paix au Proche-Orient, une paix reposant sur la sécurité d'Israël. Il doit enrayer la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Il doit se tourner vers un monde de libre-échange et poursuivre tous ces objectifs avec concentration, patience et fermeté.

LA CHINE

La difficulté tient au fait que deux des plus grandes puissances d'Eurasie, la Chine et la Russie, sont des puissances en transition. Et il est difficile de connaître leurs intentions alors qu'elles ignorent elles-mêmes ce que l'avenir leur réserve. Si elles deviennent les amies des Etats-Unis, cette amitié stabilisera le monde. Sinon, la paix que nous recherchons risque de nous échapper.

La Chine, en particulier, est apparue sous des jours différents selon les gens et les époques: un empire à diviser, une porte à ouvrir, un modèle de conformisme collectif, une carte diplomatique à jouer. Une année, on la déclarait gouvernée par «les bouchers de Pékin». Quelques années plus tard, le même gouvernement la qualifiait de «partenaire stratégique».

Nous devons voir la Chine telle qu'elle est et non pas à travers les filtres de l'affectation et de l'esprit de parti. La Chine prend de l'essor et cela est inévitable. Sur ce point, nos intérêts sont nets: nous accueillons avec plaisir une Chine libre et prospère. Nous ne prédisons aucun conflit. Nous n'avons pas l'intention de la menacer et il y a des domaines dans lesquels nous devons tenter de coopérer: pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive [...], pour obtenir la paix dans la péninsule coréenne.

Le comportement de la Chine peut cependant être inquiétant à l'étranger et épouvantable sur son territoire. Pékin investit des ressources croissantes dans les armes nucléaires stratégiques, dans de nouveaux missiles balistiques, dans une marine de guerre et une armée de l'air à grand rayon d'action. Son espionnage menace notre pays. Par ailleurs, le département d'Etat signale que «toutes les formes de contestation publique contre le parti et le gouvernement ont été réduites au silence», ce qui est tragique dans un pays de 1,2 milliard d'habitants. Le gouvernement chinois est l'ennemi de la liberté de religion et le promoteur d'avortements forcés, et il applique sans merci une politique injustifiée.

Il convient de regarder les faits bien en face. La Chine est pour nous un concurrent et non pas un partenaire stratégique. Nous devons traiter avec elle sans mauvaise volonté, mais sans illusions.

De son côté, son gouvernement ne doit se faire aucune illusion sur la puissance et la détermination des Etats-Unis. Comme l'avait fait observer Dean Rusk pendant la guerre froide: «Il n'est pas sain pour un régime [...] de s'attirer, par son manque de respect du droit et par sa conduite agressive, l'opposition implacable du peuple américain.»

La Chine trouvera dans les Etats-Unis un partenaire commercial sûr et bien disposé envers elle. Et avec le commerce vient notre invitation permanente à joindre un monde de liberté économique. L'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce est la bienvenue et cette dernière devrait également ouvrir ses portes à Taiwan. Mais étant donné que la Chine n'a guère respecté ses engagements dans le passé, notre gouvernement devra faire preuve de fermeté pour l'amener à tenir parole.

Si j'accède à la présidence, la Chine saura que les valeurs des Etats-Unis figurent toujours à l'ordre du jour américain. Notre défense de la liberté n'est pas une formalité diplomatique, elle reflète un engagement fondamental de notre pays. Notre confiance repose sur le fait que le communisme, sous toutes ses formes, a fait son temps.

Et je considère le libre-échange comme un important allié dans ce que Ronald Reagan appelait «une stratégie avancée pour la liberté». Les arguments en faveur du

commerce sont non seulement monétaires mais moraux. La liberté économique crée des habitudes de liberté et les habitudes de liberté créent à leur tour des aspirations à la démocratie. Il n'existe pas de garanties, mais de bons exemples de ce phénomène, du Chili à Taiwan. Faisons librement du commerce avec la Chine et le temps travaillera pour nous.

RUSSIE

La Russie nous rappelle, elle aussi, qu'un monde de plus en plus pacifique est également un monde en transition. Là aussi, la patience est nécessaire, ainsi que la cohérence et une confiance inébranlable dans les forces démocratiques.

L'étendue de son territoire, les talents et le courage de son peuple, la richesse de ses ressources et la portée de ses armes font de la Russie une grande puissance et c'est en tant que telle qu'elle devrait toujours être traitée. Peu de peuples ont souffert davantage au cours de ce siècle. Et si nous sommes persuadés que le pire, pour eux, appartient au passé, leurs difficultés se poursuivent néanmoins. La dernière décennie a été pour la Russie une période de libération mais aussi de déceptions.

Notre priorité numéro un est notre sécurité nationale et, dans ce domaine, la Russie et les Etats-Unis sont confrontés à un monde nouveau. Au lieu de nous affronter, nous devons faire face aux vestiges d'une rivalité idéologique disparue, à des milliers d'armes nucléaires qui, dans le cas de la Russie, ne sont pas toujours en lieu sûr. Et ensemble, nous devons affronter une nouvelle menace – celle que posent les pays hors-la-loi, les vols d'armes nucléaires et les lancements accidentels (de missiles). Tout cela n'exige rien de moins que de nouvelles relations stratégiques pour protéger la paix mondiale [...] Faisant preuve de prévoyance et d'acuité politique, les sénateurs Richard Lugar et Sam Nunn ont compris que la sécurité des installations nucléaires russes actuelles risquait d'être compromise. Grâce au programme Nunn-Lugar, la sécurité de nombreuses installations nucléaires russes a été améliorée et des ogives ont été détruites.

Le ministère de l'énergie nous prévient cependant que nous avons peut-être sous-estimé de 30 pour cent l'importance des stocks russes d'armes nucléaires. En d'autres termes, une grande partie de l'équipement

nucléaire russe ne peut être recensée. Le prochain président devra insister pour que l'on dresse un inventaire exact de tout ce matériel. Et nous devons faire davantage. Je demanderai au Congrès d'augmenter sensiblement notre aide afin qu'on puisse démanteler le plus possible d'armes russes dans les meilleurs délais.

Nous continuerons cependant d'avoir besoin de systèmes défensifs antimissiles, à l'étranger et sur notre sol. Si je suis le commandant en chef des armées, nous les mettrons au point et nous les déploierons. Les Russes, se trouvant aussi sous la menace des pays hors-la-loi, risquent fort de se joindre à nous et à nos alliés pour coopérer dans le domaine des systèmes de défense antimissile. Mais il faudra pour cela que la Russie renonce à sa dangereuse habitude de prolifération.

Il nous sera plus facile de traiter avec la Russie à propos de questions primordiales si nous avons affaire à une Russie démocratique et libre. Notre but est de promouvoir non seulement les signes extérieurs de la démocratie mais ses structures, son esprit et sa réalité. Il est évident que nous n'y parviendrons pas en concentrant notre aide et notre attention sur une élite corrompue et privilégiée. Les changements réels, en Russie comme en Chine, ne viendront pas du sommet, mais de la base. D'une classe grandissante d'entrepreneurs et d'hommes d'affaires. De nouveaux dirigeants des diverses régions du pays qui bâtiront un nouvel Etat russe dans lequel le pouvoir sera partagé et non pas centralisé. Notre assistance, nos investissements et nos prêts devraient aller directement au peuple russe et non pas grossir le compte en banque de responsables corrompus.

Les Etats-Unis devraient chercher à atteindre une nouvelle génération de Russes grâce à des programmes éducatifs et à des échanges culturels afin de soutenir l'Etat de droit et la société civile [...] Nous ne pouvons pas financer nous-mêmes les réformes de la Russie, mais nous pouvons l'aider à les opérer elle-même.

LE TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS NUCLÉAIRES

Dans la tâche ardue qui consiste à mettre fin à la prolifération, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'est pas la solution. J'ai déclaré que notre pays devait maintenir son moratoire sur les essais. Mais

il est beaucoup plus important de limiter l'approvisionnement en armes nucléaires et en vecteurs en faisant de cet objectif une priorité avec la Russie comme avec la Chine. Notre pays doit mettre fin à la demande d'armes nucléaires en répondant aux préoccupations de sécurité de ceux qui renoncent à ces armes. Et nous devons diminuer l'attrait pernicieux qu'ont ces armes pour les pays hors-la-loi en les rendant inutiles à l'aide d'une défense antimissiles. Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires n'aide aucunement à atteindre ces objectifs. Il n'endigues pas la prolifération, en particulier dans les pays dévoyés. Il n'est ni vérifiable ni applicable. Et il nous empêcherait d'assurer la sécurité et la fiabilité de notre force de dissuasion si le besoin s'en faisait sentir. Dans ces situations cruciales, il n'offre que de bonnes paroles, des espoirs fallacieux et de nobles intentions, sans aucune garantie. Nous pouvons lutter contre la prolifération des armes nucléaires, mais ce n'est pas avec des traités peu judicieux que nous obtiendrons leur élimination.

INDE

Ce grand pays situé au sud de l'Eurasie est souvent négligé dans nos calculs stratégiques. Le siècle prochain verra l'entrée en force de l'Inde démocratique sur la scène internationale. Avec sa vaste population, l'Inde sera bientôt le pays le plus peuplé du monde, un pays doté d'une économie en pleine évolution dans laquelle trois sur cinq des habitants les plus riches sont des fabricants de logiciels.

L'Inde s'interroge actuellement sur son avenir et sa politique stratégique, et les Etats-Unis doivent lui prêter une plus grande attention. Au fur et à mesure que l'Inde s'ouvrira au monde, nous devons accroître notre commerce et nos investissements avec elle. Et nous devrions coopérer avec son gouvernement pour que ce pays devienne une force de stabilité et de sécurité en Asie. Cette coopération ne devrait pas nuire à nos relations de longue date avec le Pakistan, qui continue à revêtir une importance majeure pour la paix dans la région.

ALLIANCES

Tous nos objectifs en Eurasie dépendront du renforcement des alliances qui soutiennent notre influence en Europe, en Asie de l'Est et au Proche-Orient. Ces alliances ne sont pas utiles uniquement en

temps de crise, lorsqu'il faut intervenir quand sonne l'alerte. Elles sont soutenues par les contacts et la confiance. La coalition de la guerre du Golfe, par exemple, reposait sur la perspicacité, les efforts et l'intégrité d'un président américain. Jamais plus un président des Etats-Unis ne devrait passer neuf jours en Chine sans même se donner la peine de s'arrêter à Tokyo, à Séoul ou à Manille. Jamais plus un président des Etats-Unis ne devrait garder le silence quand la Chine critique nos liens de sécurité avec le Japon.

Pour que l'OTAN soit forte, cohésive et active, le président doit constamment l'éclairer de ses conseils sur les objectifs de l'alliance, sur la nécessité pour l'Europe d'investir davantage dans ses moyens de défense et, quand cela est nécessaire, dans les conflits militaires. Pour qu'on puisse compter sur eux en cas de nécessité, nos alliés doivent être respectés quand on n'a pas besoin d'eux.

Nous avons des partenaires et non pas des satellites. Notre objectif est une association de pays forts, ce qui exige davantage de consultations et davantage d'autorité de notre part. Nous avons besoin de nos alliés européens comme de nos amis d'autres régions pour nous aider à faire face aux dangers qui menacent notre sécurité. Pour nos alliés, partager les énormes possibilités offertes par l'Eurasie implique également le partage des fardeaux et des risques qu'entraîne le maintien de la paix. Le soutien de leurs amis permet aux Etats-Unis de ménager leur puissance et leur volonté pour assurer la défense d'intérêts vitaux communs.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les organisations internationales peuvent, elles aussi, servir la cause de la paix. Je ne placerai jamais de troupes américaines sous le commandement des Nations unies, mais l'ONU peut apporter son aide dans les inspections d'armements, le maintien de la paix et les actions humanitaires. Si je suis président, les Etats-Unis paieront leur contribution, mais uniquement si l'ONU réforme sa bureaucratie et réduit notre quote-part disproportionnée.

Des réformes s'imposent également au niveau des institutions financières internationales – la Banque mondiale et le FMI. En cas de crise économique, ces

organisations peuvent être une source de stabilité, mais elles ne devraient pas imposer l'austérité et sortir les banquiers d'affaire tout en appauvrissant la classe moyenne. Elles ne devraient pas soutenir les systèmes financiers incompétents et corrompus. Elles devraient encourager les éléments fondamentaux de la croissance économique et du libre-échange; répandre l'Etat de droit et encourager des pratiques budgétaires saines; promouvoir des lois bancaires et des règles comptables rationnelles. Ces institutions doivent avant tout faire preuve de transparence et accepter de rendre des comptes.



LA SECURITE A L'ERE DE LA MONDIALISATION

Al Gore Candidat démocrate à la présidence

« Tandis que les anciens dangers persistent, de nouvelles tendances se manifestent – de nouvelles forces qui, tôt ou tard, menaceront notre ordre international, soulevant des problèmes de paix et de guerre », affirme le vice-président Al Gore. Dans le plus connu des discours de politique étrangère de sa campagne, M. Gore a déclaré, le 30 avril 2000, à l'Institut international de la presse de Boston (Massachusetts): « Une vue réaliste du monde actuel implique la nécessité de revigorer les institutions internationales et régionales [...] et un rôle dirigeant des Etats-Unis pour protéger nos intérêts et soutenir nos valeurs. » Nous donnons ci-après des extraits de ce discours. (Le texte complet du discours est disponible, en anglais, sur le site web Gore-Lieberman à l'adresse suivante: <http://www.algore.com/speeches/sp-fp-boston-04302000.html>)

L'INFLUENCE DES ETATS-UNIS

Tout au long de ma carrière, j'ai été convaincu que les Etats-Unis avaient le devoir de jouer un rôle dirigeant dans le monde. C'est pourquoi, au Sénat, j'ai été l'un des rares démocrates à voter en faveur de l'utilisation de la force pour chasser Saddam Hussein du Koweït. Et lorsque je m'efforçais, au Congrès, d'aider à mettre au point de nouvelles approches en faveur de la maîtrise des armements, j'étais souvent en opposition avec les idées de la plupart des membres de mon propre parti en insistant sur le renforcement de notre défense nationale et sur l'acquisition d'une nouvelle génération de missiles moins déstabilisateurs.

Nous sommes maintenant entrés dans un nouvel âge. L'appeler l'ère de l'après-guerre froide donne une idée fautive de son caractère unique et de son importance. Nous sommes maintenant à l'âge de la mondialisation. Que nous le souhaitions ou non, nous vivons à une époque où notre destinée et celle de milliards d'êtres à travers le monde sont de plus en plus dépendantes, où nos grands problèmes nationaux et internationaux sont étroitement liés. Nous ne devrions ni déplorer ni idéaliser naïvement cette nouvelle réalité. Nous devrions y faire face.

C'est à la lumière de ces nouvelles réalités que nous devons maintenant considérer ce que l'on pourrait appeler nos préoccupations classiques en matière de sécurité, à savoir les questions de guerre et de paix entre Etats souverains. Mais nous devons aussi reconnaître qu'il existe dans ce domaine de nouveaux sujets de préoccupation que j'ai évoqués devant le Conseil de

sécurité des Nations unies en janvier dernier, une série de menaces qui nous affectent tous et qui transcendent les frontières politiques, une série de défis égaux en ampleur à ceux du passé.

A l'aube du XXI^e siècle, nous avons besoin d'une politique étrangère qui tienne compte à la fois de toutes les menaces classiques à notre sécurité et de ces nouveaux dangers. Nous devons adopter une approche nouvelle pour un siècle nouveau, une approche fondée sur nos intérêts économiques et de sécurité mais soutenue par les forces positives qui sont à l'œuvre dans le monde. Nous devons appliquer une politique d'« engagement prévoyant », consistant à affronter nos problèmes avant qu'ils ne dégèrent en crise; à nous attaquer dans toute la mesure du possible à leur cause; et à disposer des forces et ressources nécessaires pour y faire face dès leur apparition.

Nous avons besoin d'un nouvel ordre du jour fondé sur « l'engagement prévoyant » et conçu pour l'âge de la mondialisation.

DÉFENSE

Les Etats-Unis doivent avoir une défense puissante. Nous ne devons jamais oublier que notre défense nationale couvre bien plus que notre propre territoire. Comme lorsque nous avons combattu et vaincu le totalitarisme durant la Seconde Guerre mondiale, comme lorsque nous avons combattu et vaincu le communisme durant la guerre froide, c'est le principe même de liberté que nous défendons maintenant. Toutes nos orientations politiques, en temps de guerre

comme en temps de paix, sont des extensions, par d'autres moyens, de la proposition de Lincoln selon laquelle le rêve des fondateurs de la nation américaine est le meilleur et ultime espoir de l'humanité.

C'est pourquoi les Etats-Unis doivent avoir les forces militaires les meilleures qui soient. Cela est au centre de la théorie classique de la défense conçue pour résister aux agressions et mettre fin aux conflits armés. Cela est indispensable à notre sécurité à une époque où sévissent les Etats hors-la-loi et le terrorisme international. Et cela est absolument essentiel si nous voulons promouvoir la paix par la diplomatie. Dans nos rapports avec Saddam Hussein et Slobodan Milosevic, nous avons appris l'importance de la diplomatie appuyée par la force. J'aspire au jour où la Serbie et l'Irak se seront affranchis de l'emprise de Milosevic et de Saddam Hussein et des horreurs que ces derniers infligent à leur population.

Nous avons prévalu dans ces conflits avec un minimum de pertes américaines parce que nous avons maintenu des forces combattantes remarquablement entraînées et parce que le peuple américain a approuvé des investissements dans des armes qui nous donnent une supériorité technologique.

Maintenant, nous devons assurer une solde et des avantages suffisants à nos militaires et faire en sorte qu'ils continuent d'être les mieux entraînés et les mieux dirigés du monde entier. Et nous sommes sur le point de fabriquer et de déployer la prochaine génération d'armes, des armes qui s'avèrent absolument nécessaires pour remplacer un matériel depuis trop longtemps en service. Des armes qui revêtent une importance cruciale pour nous permettre de faire face aux nouveaux besoins sur les champs de bataille d'aujourd'hui.

Si la présidence m'est confiée, je prendrai des initiatives pour garantir que les Etats-Unis possèdent la nouvelle génération d'armes dont nous avons besoin.

LA RUSSIE ET LA CHINE

Pendant la guerre froide, nous nous sommes efforcés de contenir ces deux puissances (la Russie et la Chine) et de limiter leur influence. Au XXI^e siècle, notre tâche consiste non pas à affaiblir ces pays, mais à y encourager les forces réformatrices.

C'est pourquoi je me suis employé assidûment, ces sept dernières années, à aider la Russie à se transformer en une démocratie fondée sur l'économie de marché. Nous avons aidé la Russie à privatiser son économie et à mettre en place une société civile caractérisée par des élections libres et une presse active. Nous l'avons amenée à avoir des relations de travail avec l'OTAN par l'intermédiaire du Conseil commun permanent et du Partenariat pour la paix. Dans les Balkans, nous avons pu collaborer efficacement avec les forces russes dans le cadre de l'OTAN.

Nous avons aidé à mettre le matériel nucléaire de la Russie à l'abri des voleurs. Nous avons aidé des milliers de ses spécialistes du nucléaire et de l'armement à se recycler dans des emplois non liés à la guerre. Et nous avons aidé la Russie à réduire de près de 5 000 ogives son arsenal nucléaire.

La tâche n'est dépourvue ni de difficultés ni de controverse. Nous désapprouvons totalement la ligne d'action de la Russie en Tchétchénie. La Russie doit intensifier ses efforts pour stopper les transferts de technologies dangereuses que les groupes et Etats hors-la-loi irresponsables peuvent utiliser pour fabriquer des armes de destruction massive. La Russie doit encore prendre des mesures décisives pour lutter contre la corruption et instituer des réformes. Mais une nouvelle guerre froide n'est pas la voie du progrès. Nous devons traiter avec la Russie. C'est pourquoi j'ai entrepris de mener des efforts dans ce sens, non pas parce qu'une telle politique est populaire, mais parce qu'elle est dans l'intérêt de la sécurité de l'Amérique et de la propagation de la démocratie à travers le monde.

C'est pour ces mêmes raisons que nous devons appliquer, à l'égard de la Chine, une politique axée sur les résultats et non pas sur les grands discours.

Qu'on ne s'y trompe pas: nous avons de profonds désaccords avec la Chine à propos des droits de l'homme et de la liberté de religion, et de son comportement à l'égard du Tibet. Ces questions ne peuvent pas, ne doivent pas être passées sous silence ou considérées comme marginales. Elles doivent être constamment soulevées. Les droits de l'homme et la dignité de la personne humaine touchent à nos affinités les plus profondes avec tous les peuples, à travers toutes les frontières et nationalités. Les Etats-Unis doivent

faire pression sur la Chine pour qu'elle progresse dans tous ces domaines et, en tant que président, c'est précisément ce à quoi je m'emploierai.

Nous nous inquiétons aussi des tensions qui se manifestent entre la Chine et Taiwan. Nous devons respecter notre engagement envers la politique d'une Chine unique. Mais nous engageons la Chine et Taiwan à intensifier leur dialogue et à résoudre pacifiquement leurs différends. Notre gouvernement respecte son obligation de fournir des armes défensives à Taiwan. Mais j'ai bien peur que les membres du Congrès qui insistent sur l'adoption d'un projet de loi sur le renforcement de la sécurité de Taiwan soient inconscients des conséquences qu'aurait cette législation : une grave détérioration de la sécurité dans la région.

On aurait tort d'isoler la Chine et de la diaboliser, de dresser un mur entre nos deux pays alors que c'est un pont que nous devrions bâtir.

Comme vous le savez tous, il y a, parmi mes amis et partisans, des gens qui ne sont pas d'accord avec moi sur la meilleure façon de promouvoir le changement et la réforme en Chine. Je comprends leur point de vue et je pense que leur impatience à l'égard de la lenteur des changements qui s'y opèrent est justifiée. Je partage moi-même cette impatience. Mais la question n'est pas de savoir si nous devrions traiter avec la Chine. La question est de savoir si nous pouvons nous permettre de ne pas le faire.

Pouvons-nous réellement abandonner le genre de discussions franches et ouvertes qui nous donnent la possibilité d'évoquer nos divergences? Pouvons-nous réellement isoler un pays de 1,2 milliard d'habitants doté d'un arsenal nucléaire? Pouvons-nous réellement tourner le dos à l'une des économies les plus dynamiques de la planète?

Je suis un partisan convaincu de l'entretien de relations commerciales normales et permanentes avec la Chine [...] J'approuve l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, car cela l'obligera à appliquer les règles du commerce international que nous suivons aujourd'hui.

Nous devons traiter avec la Chine, même quand nous la critiquons dans d'importants domaines de divergence. Notre sécurité nationale et nos intérêts économiques vitaux l'exigent. Et je suis convaincu qu'à long terme, ce sera la seule façon d'apporter la liberté et les réformes au peuple chinois.

LES NOUVELLES PRÉOCCUPATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ

Les anciens dangers demeurent, mais de nouvelles influences se manifestent, de nouvelles forces qui, tôt ou tard, menaceront notre ordre international et soulèveront des questions de paix et de guerre : ce sont nos nouvelles préoccupations dans le domaine de la sécurité. En raison de la puissance, sans précédent dans l'histoire, des techniques largement répandues dans le monde à l'heure actuelle, des erreurs naguère tolérables risquent maintenant d'avoir des conséquences incommensurables. Des menaces autrefois locales peuvent avoir un impact régional et mondial. Des dégâts qui, dans le passé, pouvaient être temporaires et limités, menacent maintenant d'être permanents et catastrophiques.

Un Etat hors-la-loi ou un groupe terroriste possédant des armes biologiques, chimiques ou nucléaires, ou les compétences techniques lui permettant de perturber nos réseaux informatiques peut causer des dégâts sans commune mesure avec sa taille.

Le trafic international de la drogue et la corruption débordent par delà les frontières, renversant les démocraties et l'Etat de droit dans un pays après l'autre.

De nouvelles pandémies et les mutations de certaines maladies peuvent dévaster complètement des sociétés et risquent de déstabiliser des régions entières.

Les bouleversements du système écologique mondial – qu'il s'agisse du réchauffement de la planète et de ses conséquences néfastes sur l'équilibre climatique, de la disparition d'espèces ou de la réduction des stocks de poissons et des habitats forestiers – se poursuivent à un rythme effrayant. Il nous apparaît de plus en plus clairement chaque jour que nous devons agir sans tarder pour protéger notre planète tout en maintenant des emplois et en en créant pour nos concitoyens.

Et au moment même où ces menaces s'accroissent, l'Etat-nation traditionnel évolue, le pouvoir passant de la base au sommet et du sommet à la base, d'organisations supranationales et de coalitions à des clans rivaux. En proie à des tyrans prêts à exploiter les rivalités ethniques et religieuses, les plus faibles de ces Etats sont déchirés par la guerre civile ou menacent de semer la zizanie au-delà de leurs frontières.

Contre ces dangers exige de la coopération sur une échelle sans précédent. Une vue réaliste du monde actuel implique la nécessité de revigorer les institutions internationales et régionales. Elle exige que nous affrontions ces dangers avant qu'ils n'échappent à notre contrôle. Elle requiert un rôle dirigeant des Etats-Unis pour protéger nos intérêts et soutenir nos valeurs.

PROMOUVOIR LA PROSPÉRITÉ DANS LE MONDE

Mais l'âge de la mondialisation ne fait pas que menacer notre sécurité, il nous offre aussi des possibilités sans précédent.

De l'Asie aux Amériques et de l'Afrique subsaharienne à notre pays, il y a encore trop de gens qui ne profitent pas de l'explosion de la richesse mondiale. Plus d'un milliard des habitants de la planète vivent avec moins de un dollar par jour. Cette pauvreté profonde et persistante a une portée dans le domaine de la sécurité aussi bien que dans celui de la morale, car elle favorise les troubles sociaux, la violence et la guerre.

Je suis convaincu que nous avons actuellement l'importante responsabilité d'ouvrir les portes de la chance à tous les peuples du monde afin qu'ils puissent devenir les actionnaires du type de société que nous aimerions bâtir dans le monde comme chez nous. Je vous le dis franchement : promouvoir la prospérité à travers le monde est une forme vitale d'engagement prévoyant.

Nous savons comment amorcer cette renaissance car ce qui nous a permis de lancer la prospérité économique ici, aux Etats-Unis, peut être utilisé, en substance, pour déclencher la croissance à l'étranger. Il ne s'agit que d'une différence de degré, et non de nature. Cela commence avec l'Etat de droit, avec la discipline fiscale et une politique économique judicieuse, mais

cela ne suffit pas. Nous devons également investir dans les gens, leur donner l'éducation dont ils ont besoin pour obtenir les emplois de demain. Dans le monde en voie de développement, cela s'applique en particulier aux femmes et aux filles ; leur assurer la sécurité médicale dont elles ont besoin pour élever une famille ; leur donner l'assurance qu'on ne les abandonnera pas lorsqu'elles vieilliront [...]

Nous devons libéraliser le commerce, mais également nous assurer qu'il contribue à l'avancement des populations du monde entier, en tenant compte non seulement des besoins élémentaires, mais aussi du bien-être des travailleurs, hommes et femmes ; en protégeant les enfants de l'exploitation dans le monde du travail et en préservant l'environnement. Nous devons ratifier l'accord de Kyoto tout en veillant à ce que tous les pays, développés et en voie de développement, contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous devrions également prendre des mesures pour favoriser l'exportation des technologies non polluantes, domaine dans lequel nous jouissons d'un avantage commercial décisif. Cela est bon non seulement pour l'environnement, mais aussi pour la croissance économique.

Nous devons promouvoir un apport régulier d'investissements à travers le monde, ce qui exige des institutions financières saines qui peuvent s'employer à prévenir l'instabilité financière et sont capables d'y faire face, le cas échéant.

Nous devons donner un coup de pouce aux pays les plus pauvres, notamment par le truchement de l'adoption de lois telles que la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique et la Loi sur l'Initiative du Bassin Caraïbes. Nous devons développer nos rapports économiques et nos échanges avec toutes les Amériques. Et nous devons aider les pays les plus pauvres grâce à un allègement de la dette. J'ai préconisé ce processus l'an dernier à Davos. Nous l'avons entamé. Nous devons maintenant le poursuivre et l'intensifier.

Nous ne pouvons assurément y parvenir à nous seuls. Nous devons encourager la coopération des autres pays. La renaissance des économies africaines, par exemple, est une tâche qui s'accorde parfaitement avec les moyens conjugués de l'Union européenne et des Etats-Unis. Mais si nous ne montrons pas l'exemple, si nous

ne sommes pas aussi prêts à investir dans la paix autant que nous l'avons fait dans la guerre, les autres pays ne suivront pas.

J'ai la conviction que nous ne devons pas laisser échapper notre chance. Une politique étrangère consciente de ses responsabilités doit être tournée vers l'extérieur et, s'appuyant sur un engagement prévoyant, tendre à la réalisation de nos plus grands espoirs pour le monde, au lieu de se replier sur elle-même en se concentrant sur nos craintes les plus étriquées. ©

LES CANDIDATS DES TIERS PARTIS

Ralph Nader et Patrick Buchanan

Depuis 140 ans, l'élection présidentielle aux Etats-Unis est généralement perçue comme un processus limité à deux partis, à savoir le parti démocrate et le parti républicain. Mais en dépit de la victoire quasi certaine de l'un ou l'autre de ces deux partis, nombre d'autres partis présentent leurs candidats à la présidence, encore que la plupart d'entre eux ne réunissent les conditions requises pour figurer sur le bulletin de vote que dans quelques Etats.

Ces candidats des « tiers partis », comme on les appelle, peuvent toutefois recueillir les suffrages d'électeurs déçus par les candidats principaux et susciter à l'occasion au sein du public une réaction suffisante pour apporter des changements aux programmes du parti qui accède à la Maison-Blanche.

Cette année, quelque 16 partis présentent des candidats dans un ou plusieurs Etats. Des dizaines d'autres hommes et femmes sont entrés en lice en tant que candidats indépendants ou proposés par les électeurs. Mais les deux seuls candidats de tiers partis considérés comme susceptibles d'avoir un impact marginalement significatif sont Ralph Nader du Connecticut, candidat du parti Vert (Green Party) et du parti américain de la Réforme (American Reform Party), et Patrick Buchanan de Virginie, candidat du parti de la Réforme (Reform Party) et du parti du Droit à la vie (Right to Life Party). De toute façon leur impact sera vraisemblablement minime, si l'on en croit les sondages nationaux récents selon lesquels Ralph Nader recueillera quelque 3 % des votes et Buchanan 1 % ou moins.

Ce qui n'empêche pas ces deux candidats de mener chacun une campagne nationale sérieuse et de se prononcer sur toute une gamme de questions. On trouvera ci-dessous les positions qu'ils ont adoptées dans le domaine de la politique étrangère.

RALPH NADER, CANDIDAT DU PARTI VERT
La diplomatie préventive : éviter les conflits en puissance

Les déclarations suivantes de Ralph Nader sur la politique étrangère sont disponibles en anglais sur le site web « Nader 2000 », à l'adresse suivante :
<http://www.votener.org/issues/foreignpolicy.html>

La chose essentielle, dans la position du président sur la politique étrangère, est de savoir à quel point il veut servir la cause de la justice. A quel point le président souhaite, dans la mesure du possible, améliorer la santé, accroître la sécurité et servir les aspirations des peuples de la planète entière.

– *Emission de CNN intitulée « Talk Back Live »*

Nous pratiquons beaucoup la diplomatie et la défense préventives. La diplomatie préventive aurait permis de résoudre des questions telles que celle de l'Indonésie, alors que la diplomatie de style Kissinger a mené au drame du Timor oriental et à un grand nombre d'autres souffrances dans cette région. Il en est de même pour le Viêt Nam. Nous semblons toujours prendre le parti des dictateurs et des tyrans, jamais celui des paysans et des travailleurs.

De plus, chose véritablement ahurissante, toute discussion de politique étrangère est généralement centrée sur les crises en cours, au lieu de se demander comment nous en sommes arrivés là. Qu'aurions-nous pu faire pour éviter la crise? Pendant combien d'années, par exemple, avons-nous soutenu la dictature dans l'ancien Congo belge? Et regardez maintenant comment tout s'écroule dans cette région. C'est que nous n'avions ni diplomatie ni défense préventives. Tout se résumait à savoir qui était au pouvoir et, dès lors qu'ils étaient contre le communisme, à leur accorder notre appui.

Pourquoi voulons-nous un système de défense antimissiles, alors que les physiciens viennent de nous dire qu'il ne fonctionnera pas, même si nous voulions le

mettre en place, en admettant que nous en ayons besoin. Est-ce de la défense préventive? Est-ce de la diplomatie préventive? Ne devrions-nous pas plutôt agir et accélérer l'exportation des principes démocratiques ou des techniques appropriées telles que l'énergie solaire, et encourager le monde à utiliser les ressources naturelles de façon à redéfinir la productivité et l'efficacité? Et puis il y a l'aspect non matériel de la question. Dans quelle mesure pouvons-nous, par exemple, sauver les langues des populations autochtones, tenter de sauvegarder un maximum de la culture des populations indigènes qui disparaît dès lors que le mercantilisme et les entreprises occidentales redéfinissent cette culture.

– Interview publiée dans «*American Prospect*»

PATRICK BUCHANAN, LE CANDIDAT DU PARTI DE LA RÉFORME Sommes-nous une république ou un empire?

Les propos suivants de Patrick Buchanan sur la politique étrangère sont extraits d'un discours intitulé « Vers une politique étrangère plus morale » que vous pouvez consulter, en anglais, sur le site web « BuchananReform » à l'adresse suivante :

<http://www.buchananreform.com/library/default.asp?id=9>

Alors que nous venons de vivre un siècle américain et que notre pays domine la planète depuis une décennie, nous demeurons divisés sur notre rôle dans le monde. Il est temps de faire ce que les catholiques appellent une retraite. Il ne s'agit pas de nous replier sur nous-mêmes, mais de procéder à une introspection. Pourquoi l'Amérique, dont la puissance économique et militaire est inégalée, et dont la culture populaire domine le monde, suscite-t-elle tant d'amertume? Est-ce de la jalousie? Est-ce parce que nous sommes une nation éclairée et que les autres sont plongés dans les ténèbres de l'ignorance? Ou est-ce plutôt que nous avons, nous aussi, succombé à l'orgueil démesuré de l'hégémonie? Souvenez-vous : en 1763, l'Angleterre de Pitt a écrasé sa

grande rivale, la France, saisi ses vastes possessions américaines, et est devenue la seule superpuissance du monde. Londres jouissait de sa puissance. Comme Walpole l'a écrit, ses contemporains naissaient avec l'insolence des Romains et agissaient avec la même arrogance qu'un monarque asiatique.

Cependant, en moins d'une génération, l'Angleterre perdit la loyauté de ses sujets américains qui, appuyés par une France vaincue et vengeresse, l'expulsèrent des 13 colonies qui avaient été les joyaux de la couronne de l'empire. Le monde entier s'est réjoui de l'humiliation de l'Angleterre, tout comme, on peut le supposer, il se réjouirait de la nôtre.

Je me considère comme un patriote. Mais tous ces braiments que l'on entend dans la capitale comme quoi nous sommes « la nation indispensable du monde » et la « seule superpuissance » me cassent les oreilles. Imaginez à quel point cela doit irriter les Européens, les Russes, et tous les peuples qui sont soumis à des sanctions américaines parce qu'ils ne sont pas éclairés par nos vues et ne vivent pas à nos normes.

La grande question de politique étrangère à laquelle cette génération doit répondre nous hante depuis la naissance de notre nation. Sommes-nous destinés à éclairer les autres nations, sommes-nous, comme l'a dit Henry Clay, le « phare qui illumine le monde occidental? » Sommes-nous investis d'une mission divine d'aller détruire le malin à l'étranger, et ensuite d'imposer nos valeurs et notre régime à un monde plongé dans l'ignorance? Sommes-nous une république ou un empire?

Une fois de plus, l'heure est venue de choisir [...]

Au seuil de ce nouveau siècle, cessons de rudoyer, de discipliner et de tenter de diriger le monde; conformons notre politique étrangère aux principes dignes d'une nation pieuse et d'une grande république. ●

La politique étrangère dans la campagne présidentielle de l'an 2000
ARTICLES RECENTS (en anglais)

Chace, James THE NEXT NEW THREAT (*World Policy Journal*, vol. 17, no. 1, Spring 2000, pp. 113-115)

The author looks at a number of foreign policy issues that U.S. presidential candidates may be called upon to address, including, most importantly, the China-Taiwan potential conflict and the uncertain future of Russia, and, in the near term, looming crises in Latin America and the Caribbean. Acknowledging that foreign policy issues are "not only of secondary importance" in the election, but enjoy "a rough consensus," he says the campaign will likely focus upon tactics rather than strategies for dealing with these issues.

Cutter, Bowman W., Spero, Joan and Tyson, Laura D'Andrea. CAMPAIGN 2000: NEW WORLD, NEW DEAL - A DEMOCRATIC APPROACH TO GLOBALIZATION (*Foreign Affairs*, vol. 79, no. 2, March/April 2000, pp. 80-98)

The authors examine the steps they believe a new Democratic president must take in order "to lead the world in creating institutions and policies to sustain a more equitable process of globalization." The president, they say, should focus on three broad objectives: "nurturing strategic partnership with old, new and changing players; strengthening existing multilateral regimes; and creating new regimes for emerging transnational issues including the environment, labor rights, and the appropriate governance of the global information economy."

Kitfield, James. FOREIGN POLICY (*National Journal*, vol. 32, no. 14, April 1, 2000, pp. 1034-1035)

The author describes both George W. Bush and Al Gore as committed free-traders and internationalists and says foreign policy differences between them are on the surface minor. He notes, however, that the Vice President would extend a Clinton foreign policy of frequent engagement and compromise with major powers such as Russia and China and a belief in the usefulness of multilateral arms control agreements. In contrast, he says Bush would take a harder rhetorical and policy line toward Russia and China and would not embrace most multilateral arms control regimes.

The annotations above are part of a more comprehensive Article Alert offered on the International Home Page of the Office of International Information Programs, U.S. Department of State: "http://usinfo.state.gov/admin/001/wwwbapub.html".

PRESIDENTIAL ELECTION FORUM: THE CANDIDATES ON ARMS CONTROL (*Arms Control Today*, vol. 30, no. 7, September 2000, pp. 3-7)

Presidential candidates George W. Bush and Al Gore respond to questions posed by the Arms Control Association. Bush says he will deploy a National Missile Defense (NMD) system "at the earliest possible date" that will defend both the U.S. and its allies. He will propose amendments to the 1972 Anti-Ballistic Missile Treaty, but will withdraw from the Treaty if Russia refuses to agree. Gore says he would not let Russia stand in the way of NMD if he concludes "that the technologies are mature enough to deploy." This article may be viewed on the Web at: <http://www.armscontrol.org/ACT/sept00/pressept00.html>

Stokes, Bruce. BUSH AND GORE'S POSITIONS ON TRADE (*National Journal*, vol. 32, no. 14, April 1, 2000, p. 1050)

Presidential candidates Al Gore and George W. Bush hold similar views on many trade-related issues, Stokes says. However, the Clinton administration has allied itself with organized labor and environmental organizations through its commitment to improving labor rights and enhancing environmental standards. This contrasts with the strategic allegiance between the business community and congressional Republicans. This stalemate has so far prevented efforts to grant the President new trade-negotiating authority, Stokes says, and the struggle to secure such authority will be the first challenge facing the next President.

Zoellick, Robert. CAMPAIGN 2000: A REPUBLICAN FOREIGN POLICY (*Foreign Affairs*, vol. 79, no. 1, January/February 2000, pp. 63-78)

Zoellick says the foreign policy of a new Republican administration would be distinguished by five principles: It would be "premised on a respect for power;" emphasize "building and sustaining coalitions and alliances;" view international agreements and institutions "as means to achieve ends, not as forms of political therapy;" "embrace the revolutionary changes" taking place in information and communications, technology, commerce and finance, and demonstrate a vigilant recognition that "there is still evil in the world — people who hate America and the ideas for which it stands." ©

La politique étrangère dans la campagne présidentielle de l'an 2000
BIBLIOGRAPHIE (en anglais)

Alter, Jonathan. THE OVERSEAS BOOBY TRAP (*Newsweek*, vol. 135, no. 16, April 17, 2000, p. 38)

Butler, Stuart M.; Holmes, Kim R. ISSUES 2000: THE CANDIDATE'S BRIEFING BOOK. Washington: The Heritage Foundation, 2000. 860p.

Carney, Eliza Newlin. BUSH AND GORE: WHERE THEY STAND (*National Journal*, vol. 32, no. 31, July 29, 2000, pp. 2484-2494)

Chapman, Steve. BUSH'S FOREIGN POLICY WOULD BE AN EDUCATION (*Chicago Tribune*, July 13, 2000, p. 15)

Chen, Edwin. GORE TOUTS FOREIGN POLICY EXPERIENCE (*Los Angeles Times*, May 1, 2000, p. 12)

Corn, David. DESPERATELY SEEKING ISSUES (*Nation*, vol. 270, no. 22, June 5, 2000, pp. 6-7)

Crock, Stan; Dunham, Richard S.; Walczak, Lee. IN FOREIGN AFFAIRS, GEORGE W. LOOKS TO RONALD R. (*Business Week*, no. 3657, November 29, 1999, p. 53)

Dubose, Louis; Coiro, Carmen. DON'T CRY FOR BUSH, ARGENTINA: GEORGE W. MAY NOT RECALL THE NAMES OF WORLD LEADERS, BUT WHEN IT COMES TO FOREIGN AFFAIRS, HE KNOWS THE VALUE OF HIS OWN FAMILY'S NAME (*Mother Jones*, vol. 25, no. 2, March 2000, pp. 54-56)

THE FUTURE OF FOREIGN POLICY: INTERVIEWS WITH COIT BLACKER AND CONDOLEEZZA RICE (*Stanford Journal of International Relations*, vol. 1, no. 2, Spring 1999, pp. 82-108)

Geyer, Georgie Anne. GORE'S FOREIGN POLICY: LONG TERM, BUT UNSETTLED (*Chicago Tribune*, July 14, 2000, p. 19)

Hickey, Jennifer G. GORE DISCOVERS SKY IS FALLING (*Insight on the News*, vol. 16, no. 20, May 29, 2000, pp. 8-9)

Kuttner, Robert. BEYOND THE FRINGE (*The American Prospect*, vol. 11, no. 14, June 5, 2000, p. 4)

Newman, Richard J. WHY MISSILE POLITICS IS TAKING A RIGHT TURN (*U.S. News & World Report*, vol. 127, no. 15, October 18, 1999, p. 30)

O'Hanlon, Michael E. THE U.S. DEFENSE BUDGET: CHOICES FOR THE NEXT PRESIDENT (*Brookings Review*, vol. 18, no. 2, Spring 2000, pp. 41-43)

Quandt, William. THE ELECTORAL CYCLE AND THE CONDUCT OF AMERICAN FOREIGN POLICY, pp. 87-97 in Wittkopf, Eugene; McCormick, James M. THE DOMESTIC SOURCES OF AMERICAN FOREIGN POLICY: INSIGHTS AND EVIDENCE, 3rd edition. Lanham, MD: Rowman & Littlefield, 1999. 384p.

Rice, Condoleezza. CAMPAIGN 2000: PROMOTING THE NATIONAL INTEREST (*Foreign Affairs*, vol. 79, no. 1, January/February 2000, pp. 45-62)

Thiessen, Marc A. THE CANDIDATES' FOREIGN POLICIES: IT'S BUSH'S AMERICAN EXCEPTIONALISM VERSUS GORE'S LIBERAL MULTILATERALISM (*The Weekly Standard*, vol. 5, no. 37, June 12, 2000, p. 16)

Waller, J. Michael. DIFFERENCES IN CHINA POLICY (*Insight on the News*, vol. 16, no. 20, May 29, 2000, pp. 13-15)

Zinn, Howard. DELUSION 2000: HOW THE CANDIDATES VIEW THE WORLD (*Progressive*, vol. 64, no. 3, March 2000, pp. 22-23) ●

La politique étrangère dans la campagne présidentielle de l'an 2000 PRINCIPAUX SITES INTERNET (en anglais)

*Le département d'Etat américain n'est pas responsable du contenu et
de la disponibilité des ressources énumérées ci-dessous.*

AllPolitics: Election 2000: Where They Stand: Foreign Policy
<http://www.cnn.com/ELECTION/2000/resources/where.they.stand/index.html#foreign>

American Enterprise Institute: How Would They Govern?: Foreign Policy
<http://www.aei.org/governing/>

Bush on Foreign Affairs
http://www.pbs.org/newshour/shields&gigot/november99/sg_11-19_bush.html

Bush's Foreign Policy Adviser: Interview
Part I
<http://uspolitics.about.com/newsissues/uspolitics/library/weekly/aa062700a.htm>
Part II
<http://uspolitics.about.com/newsissues/uspolitics/library/weekly/aa070500a.htm>

Candidates @ Voter.com: Bush on the Issue of Foreign Policy
http://voter.excite.com/home/candidates/info/issues/0,1220,2-11338_744034-,00.html

Candidates @ Voter.com: Gore on the Issue of Foreign Policy
http://voter.excite.com/home/candidates/info/issues/0,1220,2-9379_744034-,00.html

Council on Foreign Relations: Campaign 2000
<http://www.foreignpolicy2000.org/home/home.cfm>

Democratic National Committee: 2000 Democratic National Platform: Peace
<http://www.democrats.org/hq/resources/platform/platform.html#peace>

Foreign Policy: Presidential Candidates' Views
http://www.issues2000.org/Foreign_Policy.htm

Foreign Policy and the Presidential Election Campaign
<http://worldnews.about.com/newsissues/worldnews/library/weekly/aa101199.htm>

George W. Bush: On the Issues: Foreign Policy
<http://www.georgewbush.com/issues.asp?FormMode=FullText&ID=37>

Gore 2000: Foreign Policy and National Defense
http://www.algore2000.com/agenda/issue_fp.html

Lycos News: Election 2000: Foreign Policy
<http://www.lycos.com/news/flash/electionforpolicy.html>

Nader 2000 Issues: Foreign Policy
<http://www.votenader.org/issues/foreignpolicy.html>

National Public Radio's Election 2000 Coverage: By Issue: Foreign Policy
<http://www.npr.org/news/national/election2000/coverage/issues/foreignpolicy.html>

Policy.com-Campaign 2000: Foreign Policy
<http://www.policy.com/reports/c2k/foreignpolicy.asp>

Republican National Committee: Issues: National Security
http://www.rnc.org/newsroom/defense_nat_sec

U.S. Department of State: Foreign Press Centers: Campaign 2000
<http://www.fpc.gov/camp2000.htm>

U.S. Department of State: International Information Programs: Election 2000
<http://usinfo.state.gov/topical/rights/elect2000/>

A Vision for the 21st Century: Foreign Policy Accomplishments
<http://www.whitehouse.gov/WH/Accomplishments/foreign.html>



LES OBJECTIFS DE POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS

VOLUME 5

REVUE ELECTRONIQUE DU DEPARTEMENT D'ETAT DES ETATS-UNIS

NUMERO 2

*La politique
étrangère dans
la campagne
présidentielle
de l'an 2000*

Septembre 2000